

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 17, DIM. 18, LUN. 19 FEVRIER 1979 - N° 856

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Iran : quatre généraux exécutés

En Iran où des combats dont on connaît encore mal la nature, se poursuivent, notamment à Tabriz, en Azerbaïdjan, le peuple exécute ses bourreaux. Quatre généraux ont été passés par les armes, jeudi à Téhéran. Parmi eux, Nassiri, l'ancien chef de la Savak, la police politique et qui, à ce titre, était responsable d'innombrables crimes et tortures. Les anciens éléments de la Savak, bien que sur la défensive, seraient encore très actifs, montant des provocations, assassinant des militants du mouvement populaire.

Pendant ce temps, les autorités des Etats-Unis ont dépêché des Boeing, pour évacuer 7 000 de leurs ressortissants, dont des conseillers qui avaient beaucoup fait pour soutenir la dictature du Shah.

Mexique : camouflet pour Carter

«L'attention soudaine des Américains pour le Mexique, est un mélange surprenant d'avidité, de dédain et de crainte» a déclaré le président mexicain, en guise d'accueil à Carter, surpris par un énoncé aussi clair de la vérité. Le Mexique, un des plus gros producteurs de pétrole du monde, présente un vif intérêt pour l'impérialisme US, à l'heure des bouleversements en Iran, et alors que des hausses du prix du brut sont envisagées par les pays producteurs.

Lire en page 13

Lyon : 8 000 Berliet dans la rue

8 000 ouvriers dans les rues de Lyon, ça ne s'était pas vu depuis plusieurs années. Un signe qui ne trompe pas, de la colère qui monte dans les usines lyonnaises.

Lire en page 3

Contre les plans de chômage **PUISSANTE MOBILISATION** dans le Nord et en Lorraine



- Chemins de fer, routes, poste-frontières, bâtiments administratifs et patronaux occupés par les grévistes
- De 90 à 100 % de grévistes dans tout le Nord et la Lorraine
- Des manifestations massives par dizaines

Lire nos reportages et correspondances de luttes ouvrières pages 3, 6, 7, 8 - 9 et 16.

Conférence de presse de Giscard

«Il faut que les points de vue se rencontrent»

**Avec les maîtres de forges licenciés,
pas de conciliation possible !**

Lire en page 16

LE MONDE
diplomatique Crépuscules en Asie

Dans le numéro de février, James Petras et A. Eugène Havens examinent la triple crise que connaît le Pérou, le renforcement de la lutte de classe et les difficultés de manœuvres de l'impérialisme et de la bourgeoisie péruvienne.

Différents symptômes attestent de la crise que traverse le Pérou : trois grèves générales réussies au cours de l'année écoulée, un vote massif - dans des conditions difficiles - des secteurs ouvriers pour la gauche, une vague de nouvelles grèves qui ne cesse de s'amplifier, affectant les employés aussi bien que les ouvriers. Dans le passé, les mobilisations populaires étaient le fait de zones rurales arriérées. Maintenant dans les grandes entreprises privées, comme dans celles du secteur public ou mixte, les relations de classes se durcissent. C'est dans les grandes entreprises d'État mises en place sous le régime Velasco que les conflits et la contestation politique atteignent

le maximum d'acuité.

La situation se définit par une triple crise. En premier lieu, une crise économique aiguë qui va s'aggravant, et qui se manifeste par une dette extérieure de 8 milliards de dollars (dont 5 pour l'État et 3 pour le secteur privé), par des difficultés fiscales internes, par un déficit de réserves de devises de 1,3 milliards de dollars et par l'obligation constante de se tourner vers les banques étrangères pour maintenir l'économie à flot d'un mois sur l'autre. En outre, les mesures économiques exigées par le capital financier international se sont traduites par une attaque frontale contre le pouvoir d'achat, les conditions de travail et le niveau d'emploi des travailleurs.

D'où la deuxième crise : la perte presque totale de légitimité politique du régime militaire, qui en est réduit à ne plus pouvoir gouverner.

Le troisième aspect de la crise est la population croissante de la société civile. Au fur et à mesure que les difficultés économiques s'aggravent et que le

Les conflits de classe au Pérou

régime militaire voit sa légitimité s'effriter, des secteurs de plus en plus nombreux de la population active se mobilisent sur des bases de classe, formulant des exigences politiques plutôt que de simples revendications économiques.

LES RACINES DU DESORDRE

A partir de 1968, le gouvernement militaire dirigé par Juan Alvarado Velasco promulguait trois réformes cruciales en matière de propriété agricole, de relations du travail dans l'industrie et de structure de l'appareil judiciaire.

(...) Les militaires se lassèrent de l'incapacité de Velasco à constituer une base populiste et ils s'inquiétèrent de la mobilisation autonome croissante des ouvriers et des paysans, des conflits toujours plus fréquents entre le prolétariat industriel et les cadres étatiques des entreprises du secteur public, ainsi que de la crise économique qui se profilait. Velasco fut renversé

et remplacé par Morales Bermudez le 28 août 1975.

(...) Si M. Morales Bermudez pouvait apparaître comme une «solution» politique aux yeux des éléments conservateurs de l'armée, les mesures qu'il prit exacerbèrent la triple crise qui se développait.

(...) La politique dictée par le FMI et les banques internationales, et appliquée par le régime militaire, a profondément détérioré le niveau de vie de la classe ouvrière. En mai 1978, les mesures économiques firent tomber le salaire moyen à Lima de 3 407 soles par mois à 2 720 soles ; ainsi de 1973 à mai 1978, les salaires réels ont accusé une diminution de 47 %.

(...) C'est dans ce contexte que le régime militaire a annoncé l'élection d'une assemblée constituante appelée à préparer une nouvelle constitution, des élections présidentielles devant suivre rapidement.

(...) La visée fondamentale du projet de développement rural est de subdiviser les grandes unités coopératives pour créer de petites exploitations individuelles, afin de susciter la formation d'une petite bourgeoisie agricole servant de tampon entre les deux grandes classes sociales. Dans la mesure, cependant, où le centre d'effervescence révolutionnaire s'est déplacé de la paysannerie vers le prolétariat urbain, ce «tampon» ne pourrait jouer son rôle que si des secteurs identiques se développaient en milieu urbain. La proposition faite par les militaires aux employés des ministères de démissionner volontairement en échange de prêts allant jusqu'à 1 million de soles, afin de créer de petites entreprises, pourrait bien aller dans ce sens.

Mais l'aggravation de la crise économique, caractérisée par un rétrécissement du marché intérieur, une concurrence accrue et une augmentation du nombre des faillites, contrecarre cette tentative.



Dans son dossier sur «les Halles» Le Point nous livre un article de Georges Potriquet sur les «affaires juteuses» qui se font sur l'emplacement de l'ancien «ventre de Paris».

«Le quartier ? C'est devenu petites magouilles et grandes truanderies», annonce, désabusée, l'une des plus vieilles habitantes de la rue Rambuteau. Depuis dix ans, ce quartier n'est plus le sien : grands travaux et spéculation l'ont métamorphosé. Et malgré toutes les professions de foi, l'opération Halles ne s'est

pas faite avec ses habitants, mais trop souvent contre eux.

Pourtant, tout avait été apparemment prévu. Dans le secteur des Halles, la loi fait de la Ville de Paris l'acheteur prioritaire de tout immeuble à vendre. Pour justement éviter l'enchaînement classique : expulsion des locataires, rénovation luxueuse, et revente au prix fort. Hélas, lorsqu'il en était encore temps, la Ville de Paris n'a pas fait jouer pleinement son droit de préemption.

La tâche était-elle trop vaste ? Peut-être. Mais aujourd'hui, alors que dans seulement deux îlots

L'immobilier fait son trou

(rue Quincampoix, et Saint-Opportune) les pouvoirs publics aident à la «réhabilitation des logements anciens», ailleurs, la folle surenchère de la spéculation a tenu largement son rôle. «Plus de 2 000 habitants ont été expulsés pour le grand bénéfice des promoteurs privés, accusent les responsables de l'Union des Champeaux, en lutte depuis plus de dix ans pour défendre leur quartier. «De plus, expliquent-ils, aujourd'hui, lorsque la Ville veut racheter un immeuble, la société qui l'a acquis à des prix spéculatifs tombe par enchantement en faillite. L'immeuble est

alors mis aux enchères, et échappe aux droits de préemption de la Ville».

«Petites magouilles et grandes truanderies» dont les résultats s'évaluent aujourd'hui en chiffres : des appartements achetés entre 500 et 2 000 francs le mètre carré avant la disparition des pavillons de Baltard sont vendus après rénovation plus de 8 000 francs le mètre carré ! Le prix moyen des logements neufs dans la capitale. Pourtant, sous l'épaisse moquette de cet immeuble luxueusement refait de la rue Saint Denis, se cachent

encore des escaliers aux marches incertaines et des planchers inclinés. Mais qu'importe ! La poutre apparente et le «pied-à-terre-au-cœur-de-Paris» se vendent bien.

Comme pour les immeubles, la spéculation sur les fonds de commerce a joué. A peine tirés les rideaux de fer des anciennes mûrisseries de bananes et de poissonneries, le marché s'organisait. Et quel marché ! Plus de 800 boutiques d'abord «nettoyées» de tous leurs accessoires très rétro (qui se vendent aujourd'hui fort cher), puis louées ou vendues. Toujours au prix fort.



Les mœurs d'une certaine couche de Soviétiques

Guy Sitbon, journaliste, s'est glissé «clandestinement» dans le groupe G 178 de l'association France-URSS. Sur un ton sarcastique, il nous livre ses carnets de voyage. Nous extrayons un passage particulièrement édifiant sur les mœurs d'une certaine couche de «Soviétiques».

Premier soir. Hôtel Astoria à Leningrad, l'un des plus grands de la ville, à deux pas du Palais d'Hiver. 18 h 30 : les groupes G 178 et G 179 font connaissance dans la salle du restaurant avec la cuisine soviétique pour touristes : soupe, choux et pommes de terre, boulettes panées, limonade. On ne va pas se plaindre dès l'arrivée, tout de même.

Dix-neuf heures trente : G 178 et G 179 évacuent le restaurant. On dîne tôt dans ce pays, probablement parce que les gens travaillent le matin de bonne heure.

Vingt heures trente : de grosses voitures noires (officielles) déposent à l'entrée de l'hôtel des femmes en robe du soir et manteau de fourrure, des hommes tirés à quatre épingles qui se dirigent vers «notre» restaurant.

Là, changement de décor. Obscure tout à l'heure, la salle respire maintenant de dorures et miroirs magiquement apparus avec l'allumage des lustres. La «Petite Planète» raconte que, dans cet hôtel même, Raspoutine recevait maîtresses et courtisanes, dans ce salon... Sur les tables austères des groupes G

178 et G 179 ont été disposés champagne et vodka, caviar et quatre sortes de saumon, fleurs et légumes frais. On se croirait à Petrograd attendant l'arrivée d'un instant à l'autre du grand-duc Serge, précédé de ses pages et suivi de ses caudataires, si le public ne répandait pas ce parfum un peu rustique de cadre supérieur fraîchement arrivé. Quand l'orchestre a attaqué «Come prima» comme un marteau-pilon et que les couples se sont levés pour froter avec rage, j'ai compris que je n'étais pas au «Palace». Et que la Russie n'était peut-être pas si mal qu'on le disait.

Ma femme, ma sœur et moi nous traversons la salle comme un baron ses terres : s'ils en sont

à «Arrivederci Roma» et aux premières guitares électriques, nous avons le droit de jouer les aristos. Rien que des Soviétiques : groupes mixtes et joyeux, ou hommes entre eux et mélancoliques. Deux mecs, seuls, à une table couverte de Zakouski, nous invitent à boire un verre. On s'assoit. Champagne. Deux bouteilles pour notre arrivée. Ce qu'ils sont riches, ces Russes ! C'est presque le communisme.

On ne se comprend pas mais on peut boire ensemble. D'abord champagne avec caviar, puis vodka avec saumon, puis champagne avec saumon... Il ne faut pas dire du mal de l'URSS, ils ont les moyens, ces gens-là. Ce n'est pas à Paris qu'on nous aurait invités ainsi, ni même qu'on aurait invité un Russe. Et

puis, quelle gaieté, il n'y a pas à dire, les pays socialistes, c'est autre chose. Et aussi, amicaux entre eux. Un Russe vient parler à nos hôtes en les prenant par les épaules. Il s'en va. Nos amis ont changé de tête. Ils rougissent, ils sont embarrassés et furieux. Ils nous font comprendre par gestes et dix mots d'anglais que nous ne pouvons pas rester à leur table, que nous devons partir tout de suite. «Sovietski politsi», comprend-on à peu près. Je mords une dernière fois à une tartine de caviar que j'abandonne à moitié. «Comunisti», dit l'un en se piquant la tempe de l'index pour dire «ils sont fous». Un garçon, speaking english, nous expliquera qu'ils n'avaient pas le droit d'inviter des étrangers.

«Vivre et travailler à Longwy, c'est plus qu'un slogan... C'est une lutte collective, consciente et décidée»

«Il faut gravir un échelon supplémentaire à chaque action»

Entretien avec des militants de l'UIS-CFDT de Longwy,

Recueilli par François MARCHADIER

■ Comment faire reculer le gouvernement et l'amener à annuler le plan acier qui prévoit plusieurs milliers de licenciements ? Telle est évidemment la question posée à tous les syndicalistes, à tous les militants, à tous les travailleurs de Longwy après deux mois de lutte ininterrompue.

L'ingéniosité, l'imagination et la détermination de la plupart des actions entreprises ont braqué les projecteurs de l'actualité sur le bassin. C'est là une excellente chose, perçue comme telle par l'écrasante majorité des travailleurs longoviciens.

Cela est-il suffisant ? La plupart des sidérurgistes se rend bien compte que non. «Il faut gravir un échelon supplémentaire à chaque action» aime dire un des principaux animateurs de la lutte des sidérurgistes. Ce point de vue pose le problème de la construction d'un meilleur rapport de forces. Nous avons abordé la question avec plusieurs militants actifs.

► Comment voyez-vous la suite de la lutte ?

Michel : Pour moi, les opérations coup de poing, ça a permis une prise de conscience ; cela aide à amener les travailleurs à la lutte ; si on les a utilisées, c'est aussi parce qu'on refusait la démarche classique qui se borne à la distribution de tracts.

Robert : Oui, il fallait des formes d'actions originales qui amènent naturellement la population à la lutte. En plus les journalistes, ils aiment le sensationnel. On leur en donne, ça fait parler de nous. Les opérations coup de poing, ça garde le poing levé de la lutte et en même temps ça l'élève à chaque fois un peu plus fort.

Claude : A mon avis, il faut continuer la pression

sur le patronat et le gouvernement par des opérations coup de poing de plus en plus dures. On ne peut plus reculer. Je suis aussi d'accord avec la proposition que se tiennent des réunions dans les quartiers pour mobiliser.

Michel : Oui, il ne faut pas que les opérations coup de poing soient faites par une minorité ; d'où la nécessité d'aller sur les quartiers.

Claude : Je suis tout à fait d'accord, mais d'autres sont plus capables que moi pour l'expliquer.

Germain : Moi, il me semble qu'il faut à la fois recourir à des actions bien plus dures que ce qu'on a fait jusqu'à présent, sans négliger les actions de masse.

► Comment faire le lien entre les opéra-

tions coup de poing et la lutte de masse ?

Michel : Ce n'est pas en arrêtant un train que les gens prennent conscience, pourtant c'est un coup de poing et ce genre d'opération a joué un rôle positif.

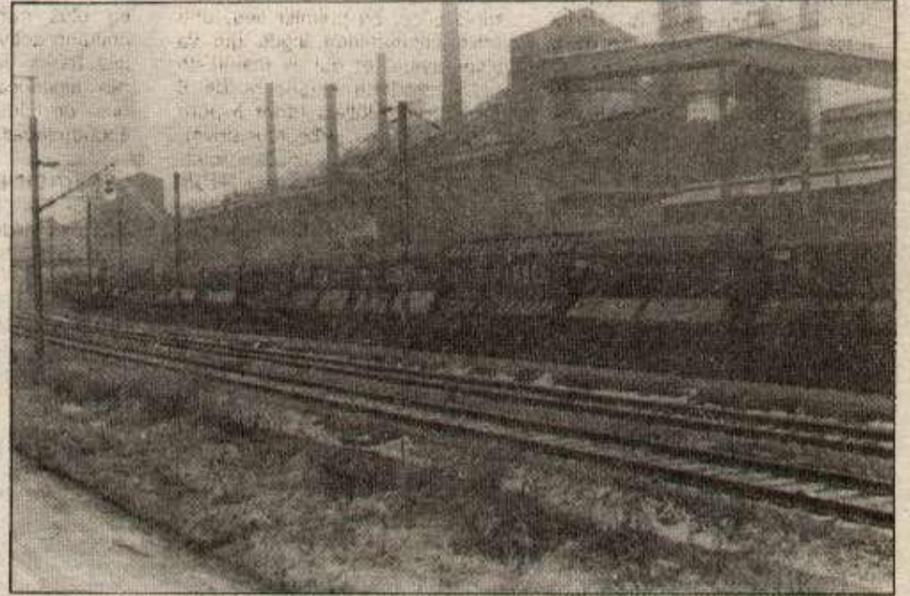
Quand on a mis les trois lettres SOS en haut du crassier, c'était pas très recherché, pourtant ça a été un déclic ; les travailleurs attendaient autre chose après.

Robert : Il faut que ces actions précèdent les actions de masse. Quelquefois, ça peut aller jusqu'à la limite ; par exemple, la sous-préfecture. Il faut que l'on soit attentif à ne pas dépasser les limites. Quand les gars de la Sotracomet à Mezières-les-Metz ont occupé la cité administrative, ils parlaient de nous ; cela montre bien l'incitation à la lutte que constitue le type de lutte que nous avons menée.

Michel : En plus, on a compris qu'après chaque action, il faut faire un tract ou un communiqué, pour inciter les travailleurs à faire comme nous.

Robert : Il ne faut pas oublier que la masse des travailleurs est révolutionnaire, mais que depuis toujours, on lui a dit qu'il fallait se soumettre. Ça risque d'être une révolte violente.

Claude : Un jour, il faudra bien y arriver à la



révolte.

Michel : Oui, mais passer de la révolte à la révolution.

► Quand vous dites, passer à chaque fois à l'échelon supérieur, que voulez-vous dire exactement ?

Claude : A mon avis, ça ne veut pas dire que parce qu'on a vidé une rame de minéral par exemple, il ne faut plus recommencer.

Michel : Pour augmenter le rapport de force, il faut faire de la propagande.

Robert : Augmenter le rapport de force, cela veut

dire aussi entrer en liaison avec d'autres régions ; on l'a bien vu mercredi à Metz, quand quelques uns d'entre nous y sont allés pour soutenir les gars de la Sotracomet.

Michel : Moi, je suis sûr que maintenant il faut coordonner les différentes régions en lutte.

Robert : au moins avoir des liaisons.

Michel : Si jamais Ford venait à s'implanter comme ils le disent, il faudrait expliquer que ce qu'ils nous préparent, c'est le travail à la chaîne et le SMIC. Pour l'immédiat, je verrais bien aussi une soupe populaire organisée par la

CFDT ; ça serait le moyen de discuter encore plus largement avec les Longoviciens. Moi je verrais bien aussi deux manifestations, aboutissant par exemple à Charleville-Mézières dont l'une partirait de Denain, et l'autre de Longwy.

L'ANPE de Longwy est occupée par une trentaine de militants CGT, depuis jeudi 14 heures. Le personnel continue à travailler s'il le désire. L'occupation doit durer normalement jusqu'à vendredi soir.

Lyon : 8 000 Berliet dans la rue

UNE IMPRESSION DE FORCE, DE VOLONTE DE LUTTE ET D'UNITE

■ Il y a des signes qui ne trompent pas. 8 000 ouvriers de Berliet dans les rues de Lyon ce jeudi matin, sont de ceux-là. Et depuis jeudi, la page «actualité sociale» du journal *Le Progrès* s'est considérablement agrandi. Quand on connaît la hargne réactionnaire et le silence sur les luttes de ce journal, voir étaler sur 6 colonnes des comptes rendus de grève, comme celui du 15 février prouve incontestablement que la colère monte dans les usines lyonnaises.

RVI-Berliet, CEM, Gabriel, SLPM, PTT, autant de secteurs, la métallurgie au premier plan, où les travailleurs engagent des luttes offensives sur les salaires, sur l'embauche, sur les conditions de travail.

RVI-Berliet. Une action spectaculaire et mystérieuse, que seul un petit cénacle de permanents syndicaux connaissait, devait se produire ce jeudi matin.

Jeudi, gare de Vénissieux. L'action mystère commence. Il s'agit d'un train de 14 wagons, spécialement loué pour l'occasion à la SNCF. Les ouvriers de Vénissieux viennent de débrayer massivement et montent dans le

train. Objectif : la gare des Brotteaux.

Là, les travailleurs de Berliet-Feuillat et Berliet-Monplaisir rejoignent ceux de Vénissieux et la manifestation s'ébranle. Direction la Part-Dieu, cet ensemble de grands magasins de luxe et de sièges d'administrations. Pétards, trompettes, banderoles colorées, et la manif défile, puissante et combative... Rue Masséna, devant la permanence de Raymond Barre, les ou-

vriers mettent le feu symboliquement à des journaux de l'UDF et aux fiches de paie... Devant la préfecture, le service d'ordre syndical a du mal à rester maître de la situation devant les mots d'ordre criés par les manifestants contre les flics.

LA PLUS GROSSE MANIF DEPUIS DES ANNEES

Il fallait voir cette manifestation, boulevard Vivier-Merle. Un front de 80 mètres d'ouvriers, en bleus de travail, bras entremêlés, scandant leurs revendications. Combien étaient-ils ? 8 000 peut-être ou beaucoup plus. De toute façon, une des plus grosses manifs de Berliet depuis des années ! Une impression de force, de volonté de lutte et aussi d'unité. Ouvriers de toutes les usines RVI mélangés, les sigles CGT ou CFDT au milieu des manifestants...

Et aussi le «folklore» Berliet. C'est-à-dire les pétards qui sautent dans un joyeux vacarme, les trompettes, les bidons transformés en tambours, les bandes de jeunes prolos, fiers de défilé dans la rue avec ce sentiment de représenter une force, un cercueil peint en noir où est écrit «RVI vivra !», et aussi cette bonne humeur d'être aussi nombreux dans l'action et dans la rue depuis des années, au moins depuis la grève de 1972.

«DEMAIN ON RECOMMENCE»

11 heures. Les Berliet remontent dans le train. Une réflexion d'un ouvrier, une casquette CGT où est marqué «RVI vivra», réflexion semblable à des milliers d'autres : «Demain on recommence et on continue jusqu'au bout».

Nul doute qu'un aussi massif cortège des travail-

leurs de Berliet, en plein dans le centre de Lyon, aura d'importantes répercussions. Même si la sono CGT a été prolifique sur la «défense du poids lourd national» et la «reconquête à 55 % du marché intérieur», il faut savoir que pour les gars, l'important ce sont les 350 francs pour tous et les 3 000 F minimum.

A MONPLAISIR AUSSI

Nous avons discuté avec un délégué CFDT de Berliet-Monplaisir. Il a fait le point de la situation. D'emblée, il estime que l'ambiance devient «très chaude». Après ce qui s'est passé ces derniers jours, alors que la direction de RVI avait voulu faire monter les ponts, démenagés de l'usine de St Priest, les gars du montage de Monplaisir avaient aussitôt occupé symboliquement leur atelier. Puis, des «roulantes» — des ma-

nifestations dans l'usine — avaient sillonné des ateliers et des bureaux.

Mardi, les ouvriers des ponts avaient voulu récupérer leur matériel. La direction, avertie in extremis, avait fait fermer les portes. Résultat : un débrayage à 95 % des gars et un piquet de grève pendant trois quarts d'heure.

Mercredi, action-éclair des gars des ponts de St Priest. A 50, ils sont venus récupérer des pièces importantes nécessaires au montage. Et au passage, ils ont un peu semé le «souk» afin d'éviter toute possibilité de montage des ponts. Puis, élément nouveau à Monplaisir, les gars ont «accompagné» le directeur dans tous ses déplacements d'usine. Les propos «Allez, on occupe» ou «On le séquestre» commençaient à fuser... A l'usine de St Priest, la grève se poursuit.

Michel BERTEL

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5 MILLIONS POUR UN 12 PAGES LE MERCREDI

Le 16 pages de fin de semaine est maintenant bien en route. De nombreux lecteurs nous ont transmis leur satisfaction de disposer d'un tel journal pour le week-end. Les questions politiques abordées, la diversité des rubriques et des sujets traités, l'effort entrepris pour une meilleure mise en page... Oui, ce numéro de fin de semaine répond mieux aux besoins des lecteurs. Déjà, de nouveaux lecteurs ont été gagnés sur la base de ce premier succès.

Pour atteindre la formule finale des 60 pages hebdomadaires que nous voulons dans de bonnes conditions, nous nous sommes fixés une nouvelle étape : un 12 pages le mercredi. Qu'y aura-t-il dans ces pages supplémentaires ? Nous avons fait le choix de privilégier les luttes ouvrières. Le 12 pages du mercredi sera un journal à dominante «luttés ouvrières».

La période qui s'ouvre est marquée par une accentuation des luttes ouvrières. Contre le chômage, contre la politique de la bourgeoisie, des luttes dures s'engagent. *Le Quotidien du Peuple* doit tenir la place qui est la sienne dans cette situation. Il nous faut : faire des reportages en grand nombre, organiser des tables rondes, réaliser des interviews avec des travailleurs, des syndicalistes, en un mot, être au cœur des luttes. Le mercredi, nous consacrerons une partie importante des pages supplémentaires à approfondir les questions posées par le cours des luttes, les questions syndicales ; nous essaierons d'apporter, de l'intérieur des luttes, des éléments de débats sur les questions significatives qui se posent.

Pour réaliser cela, il nous faut évidemment des moyens supplémentaires. Nous avons fixé comme objectif le niveau de 5 millions sur la souscription permanente. Dès cet objectif atteint, nous commencerons la publication du 12 pages le mercredi.

Camarades et amis, notre journal n'a pas d'autres moyens que ceux que vous lui donnez. Pour un *Quotidien du Peuple* de 12 pages à dominante «luttés ouvrières» le mercredi.

EN AVANT POUR LES 5 MILLIONS !

COMMUNIQUÉS

NOUVELLES DE L'AREACEM TOUROUVRE (ORNE)

La direction maintient son plan de 120 licenciements, refusant d'examiner les contre-propositions de la CFDT. Déjà des mesures de mutation à l'intérieur de l'usine ont été prises pour tenter sans doute d'obtenir des départs volontaires.

Face à cela, un premier débrayage a eu lieu dans l'usine, regroupant une partie des ouvriers. Le comité de soutien s'est mis en place samedi 10 février. Il appelle à une manifestation à 10 h 30 le dimanche 18 février à Tournouvre et à un gala de soutien

l'après-midi, où les travailleurs présents pourront échanger leurs expériences. On attend notamment des travailleurs de Moulinex-Alençon, et Dreux-la-Perrière qui avaient lutté en juin dernier. **Union ouvrière et populaire du Perche**

TRANSPORTS GRATUITS A ANTONY ? C'EST FAIT

— Novembre 78 : à Angers, un comité de chômeurs obtient la gratuité des transports.
— 22 décembre 78 : à Saint-Nazaire 3 000 ouvriers métallurgistes de l'Atlantique-Saint-Nazaire séquestrent leurs patrons dans la mairie.
— 23 décembre 78 : à Saint-Chamond, 5 000 ouvriers vident police et vigiles de leur usine en grève et la réoccupent aussitôt.

licière, 1 000 sidérurgistes attaquent le commissariat. Si la défaite électorale de la gauche en mars 78 a désemparé les syndicats et déçu les espoirs de la classe ouvrière, celle-ci n'a pas baissé les bras : elle lutte partout. Les syndicats, le nôtre notamment, n'en finissent pas de reconsidérer leurs analyses et leurs programmes, indépendamment de la combativité partout exprimée des travailleurs. Il faut reconnaître que nous avons été souvent débordés, ces dernières semaines ; plus que jamais, nous devons donner des armes aux aspirations des travailleurs.

Nous sommes quelques-uns, à la CFDT à envisager de nouvelles formes d'action, plus spectaculaires et qui soient au moins au niveau de ce que la classe ouvrière a déjà su faire. A la suite d'une rencontre interprofessionnelle, avec des camarades de la RATP et de l'ANPE, nous avons décidé d'envoyer un titre de transport à chacun des mille chômeurs et chômeuses d'Antony.

UL CFDT ANTONY
Pour tout contact :
joindre la Bourse du travail
21 rue Jeanne d'Arc
Tél : 668 35 61

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cedex 19. Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N°7713 J
CCP N°23 132 48 F - Paris. Directeur de publication : Y. Chevet. Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP. Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

DES JOURNAUX LOCAUX, DE QUARTIERS, POUR QUOI FAIRE ?

L'information différente ?

Un hebdomadaire local «différent», qu'est-ce que cela peut être aujourd'hui et ici ?

Ici, c'est la Basse-Loire, Nantes, Saint-Nazaire, la campagne. Une tradition de luttes ouvrières, des paysans remuants, (paysans-travailleurs et FDSEA récemment exclue), une poignée d'intellectuels qui ne veulent pas être des fonctionnaires de l'esprit.

Un coin idéal pour révolutionnaires bien intentionnés ? Pas si simple. Ici, la grande presse (*Presse-Océan, Ouest-France*) mais pas (encore ?) asservie.

Les censures existent, mais sont limitées parce que quelques journalistes ont la plume à gauche.

Pourtant, la normalisation s'installe. Hersant a racheté *Presse-Océan*, et *Ouest-France* premier quotidien régional de France, délaisse l'information locale.

Il y a donc une place pour un hebdomadaire qui dise plus et autre chose.

Cette place, l'APL l'occupe depuis 1972. A l'époque, il s'agissait d'établir un réseau d'agences de presse «populaires» pour faire entendre les voix des exploités. Fin 1974, début 1975 la naissance du quotidien *Liberation* précipite la disparition de la plupart des agences. Après une période d'incertitudes, la parution de l'APL - Nantes est décidée en janvier 1975 et n'a pas cessé depuis. Mais l'esprit n'était plus le même. En 1972, ceux qui faisaient le journal désiraient s'effacer derrière la parole, autonome des exploités, favoriser l'autogestion de l'information : «Ceux qui luttent ont la parole».

Belle idée qui a déperlé devant la réalité : les exploités ont peu de temps et de moyens de s'exprimer. Si bien que l'APL publiait surtout les discours des intellectuels, militants établis, syndicalistes révolutionnaires. Et puis l'activité de l'extrême-gauche — organisée et inorganisée — a perdu de l'ampleur au profit des appareils politiques et syndicaux traditionnels. Le conformisme s'installait, nous ne devions compter que sur nous-mêmes.

Enfin l'illusion de la transparence de l'information reposait sur l'idéologie du dévouement de : l'effacement de ceux qui assuraient la confection du journal. Ne pas imposer sa «ligne», ne pas provoquer de remous «au sein du peuple», ne pas laisser de place à sa propre subjectivité, bref choisir de ne pas exister. Cette position n'était pas tenable, nous l'avons abandonnée.

Sur un rythme lent, qui n'excluait ni les polémiques, ni les scissions, nous avons entrepris une discussion collective. Aujourd'hui nous sommes d'accord sur un point : l'information est une activité propre qui demande du temps, des techniques, des moyens.

La parole des exploités, elle existe, mais il faut aller la chercher sur place.

L'APL serait devenue un hebdomadaire comme les autres, perdant dans la logique de la professionnalisation, tout ce qui faisait sa force, sa différence ?

C'est vrai que nous ne sommes plus — mais pouvions nous l'être ? — l'*Officiel des luttes* pour une déception militante. De leur passé, ces camarades gardent la vision d'une extrême-gauche sectaire, dogmatique, à la phraséologie stéréotypée (*«Vive la juste lutte des ouvriers de X»*, etc.). De là ils passent facilement au refus de toute «orga». L'organisation politique est vue comme manipulatrice,

comme voulant imposer «sa ligne» dans le journal. Ils sont toujours étonnés quand, en tant que militant du Parti, donc membre d'une «orga», je leur explique que je partage bon nombre de leurs critiques vis-à-vis de l'extrême gauche (il faut dire que sur Vitry, à travers les actions communes contre l'implantation d'un commissariat, la tentative de présenter un candidat commun aux dernières législatives, l'existence d'*Histoires de banlieue* aujourd'hui, le sectarisme d'organisation en a pris un coup).

Quand on éprouve les articles, que trouve-t-on ? Des articles sur des luttes d'entreprises, contre des implantations d'autoroutes, sur des lycées, des écoles, des articles sur des groupes de musique, bref les mille aspects de la réalité quotidienne traités de façon progressiste — et employons le mot — anti-capitaliste.

Souvent dans ces journaux, quartier, certains journaux essaient de l'exprimer, de la souder, de la rassembler, afin que plus nombreux soient ceux qui y participent. Dans le 19^e, c'est un des buts que se fixe le journal *Quartier libre*, mensuel, qui vient de se créer.

Une multitude de rubriques peuvent intéresser des catégories de la population très différentes, et même les enfants, puisque dans le N° 1, sont recensées toutes les activités du mercredi, payantes... ou gratuites.

De nombreuses associations se présentent, avec leurs buts et leurs projets : des étudiants en architecture, une boutique de droit, se mettent au service des travailleurs qui en ont besoin.

Dans «*Qui habite dans le 19^e ?*» on apprend que si 44,8 % d'ouvriers logeaient dans le quartier en 1954, il n'en reste que 29,8 % en 1975. Des jeux historiques nous enseignent l'histoire à partir des noms de rue, et notamment, ce qui s'est passé dans le 19^e pendant la Commune.

Aujourd'hui, cette vie de quartier, certains journaux essaient de l'exprimer, de la souder, de la rassembler, afin que plus nombreux soient ceux qui y participent. Dans le 19^e, c'est un des buts que se fixe le journal *Quartier libre*, mensuel, qui vient de se créer.

Une multitude de rubriques peuvent intéresser des catégories de la population très différentes, et même les enfants, puisque dans le N° 1, sont recensées toutes les activités du mercredi, payantes... ou gratuites.

Il faut aller plus loin que l'échange d'expériences.

La presse locale est aujourd'hui une réalité à Paris : 15 titres paraissent tous les deux à trois mois soit 30 000 lecteurs au total ; on ne peut plus l'ignorer. Cela participe du même phénomène que les radios libres, le foisonnement des groupes écologistes et le renouveau de la vie associative. Il y a là un mouvement dans lequel les révolutionnaires doivent s'investir.

Nombre de ces animateurs de journaux sont d'anciens militants d'extrême-gauche. Dans leur démarche qui est celle «de faire de la politique autrement», il y a à la fois le refus de la récupération politique de la gauche électorale et l'amertume d'une déception militante.

De leur passé, ces camarades gardent la vision d'une extrême-gauche sectaire, dogmatique, à la phraséologie stéréotypée (*«Vive la juste lutte des ouvriers de X»*, etc.). De là ils passent facilement au refus de toute «orga». L'organisation politique est vue comme manipulatrice,

comme voulant imposer «sa ligne» dans le journal. Ils sont toujours étonnés quand, en tant que militant du Parti, donc membre d'une «orga», je leur explique que je partage bon nombre de leurs critiques vis-à-vis de l'extrême gauche (il faut dire que sur Vitry, à travers les actions communes contre l'implantation d'un commissariat, la tentative de présenter un candidat commun aux dernières législatives, l'existence d'*Histoires de banlieue* aujourd'hui, le sectarisme d'organisation en a pris un coup).

Quand on éprouve les articles, que trouve-t-on ? Des articles sur des luttes d'entreprises, contre des implantations d'autoroutes, sur des lycées, des écoles, des articles sur des groupes de musique, bref les mille aspects de la réalité quotidienne traités de façon progressiste — et employons le mot — anti-capitaliste.

Souvent dans ces journaux,

on y donne la parole à des vieux qui parlent du temps «où dans les quartiers les gens se connaissent». Le refus du béton, des transports quotidiens et de la vie abrutissante s'exprime à pleine page. C'est l'aspiration multiforme et puissante, à partir du vécu de chacun, à une autre société, à d'autres rapports sociaux. C'est en dernière analyse l'espoir d'un vrai socialisme.

Après l'échec de la gauche pour ces militants «au chômage» désorientés et sans perspectives d'ensemble, le journal est un peu une façon de survivre, de s'accrocher, de se battre quand même. Alors au fil des articles, des numéros, des difficultés financières, de la variation des équipes de rédaction (restreintes) il faut choisir tel ou tel article, bref «censurer»...

Et la question se pose, toujours la même pour ces militants «sans-ligne-politique» : au nom de quoi censurer ? Au nom de ses propres idées politiques bien

entendu. Et nous voilà ramenés au point de départ : dans un journal il y a toujours une ligne politique majoritaire. Dans chacun de ces comités de rédaction il y a un fond commun minimum qui est une ligne politique. Et quand on «donne la parole au lecteur» on laisse finalement s'exprimer librement les gens avec lesquels on est d'accord.

Approfondissons : ces gens ne s'expriment ni dans les grands journaux parisiens du type *France-Soir* pour qui l'actualité locale, c'est la conférence du maire de Paris Jacques Chirac, ni dans la presse locale tenue dans nos banlieues le plus souvent par le PCF. C'est donc que se retrouvent dans ces journaux des gens qui sont anticapitalistes, pas d'accord avec la gauche, bref dans la gauche du mouvement de masse. Si se concrétisait sur le terrain une alternative politique large au programme commun, de tels journaux en seraient les alliés

naturels. Aujourd'hui où ce processus s'entame, ils peuvent utilement, en faisant travailler et penser ensemble des gens très différents, servir de carrefour de points de rencontre.

Ceci dit, à force de se situer au «ras du pavé» sans perspective, des militants se lassent, des journaux disparaissent. Tout en étant farouchement localistes, ils n'en voient pas moins le cul-de-sac de leur démarche : comment tenir des années sans projet politique d'ensemble ? Avec la première rencontre des journaux sur Paris, a été ressenti ce qu'il y avait de commun dans la démarche. Il n'est question aujourd'hui que «d'échanger des expériences». Peut-être d'une coordination régulière naîtra un jour le projet d'un grand journal pour la région parisienne ? C'est possible si l'idée vient de l'intérieur-même, de la volonté et de l'expérience de ces journaux.

Un camarade de *Histoires de banlieue* (Vitry)

vert ne joue pas le même rôle pour un enfant de la rue pour qui il est vital, et pour celui dont les parents quitteront le quartier le week-end pour leur verte résidence secondaire...

Un journal qui prend le parti de ceux qui ne sont pas des nantis... «*Quartier libre sera fait par ses lecteurs...*» poursuit l'éditorial «pour et par les habitants»...

Voilà une grande ambition. Quels moyens se donner pour la réaliser ?

Aujourd'hui, j'ai rencontré une ouvrière de la Sopad, l'usine Nestlé, sur le bord du canal de l'Ourcq, qui va bientôt fermer. Son angoisse, c'est la lutte à l'usine pour pouvoir garder son emploi, ici, dans le 19^e, où elle habite, seule avec ses trois enfants.

Cette vie de quartier, elle tend à exister, mais combien n'ont pas les moyens d'y participer, après le travail et la lutte de tous les jours ?

Pendant, des travailleurs, des syndicalistes se regroupent, réfléchissent à la lutte à mener en commun contre le chômage qui touche l'ensemble des boîtes (ou presque) sur le quartier... La dernière victoire des Lang, même si elle est très provisoire, avant les grands licenciements, leur a remonté le moral. La lutte de la SFP se mène tout près des Buttes Chaumont. *Quartier libre* pourra en informer ses lecteurs, et les travailleurs en lutte, à travers le journal, pourront rassembler ceux qui veulent se joindre à leur combat : c'est seulement à partir des problèmes cruciaux de notre société que l'on pourra transformer notre vie en profondeur.

Que le journal rassemble ceux qui veulent prendre leurs affaires en main, sans les déléguer à d'autres ; ceux qui veulent lutter jusqu'au bout, tous ceux qui veulent changer notre société, voilà de quels journaux de quartier nous avons besoin.

Une lectrice du 19^e

Points de convergence d'information sur les luttes et la vie de quartier ou de région, lieux de débats privilégiés pour toute une série de nouveaux mouvements porteurs d'aspirations populaires, les journaux de quartier renforcent le mouvement associatif. En dépit de l'élitisme de groupes qui les animent, de la tendance de certains journaux à se marginaliser, la presse locale peut contribuer largement au développement des luttes.

D. D. Paris (13^e)

Rassembler ceux qui veulent lutter

Quand, de province, je suis venue habiter le 19^e avec mes deux enfants, me retrouver cloisonnée à un huitième étage ne m'enthousiasmait guère. On entend actuellement dire qu'à Paris, personne ne se connaît... Puis, on fait son trou, on se fait des amis, on apprend que des gens se rencontrent, se regroupent, s'associent. Mon voisin vient me trouver pour créer une association de locataires. A l'Association de parents d'élèves, avec d'autres mamans, nous proposons de faire signer une pétition pour la construction d'une nouvelle classe... Je participe à la projection suivie d'un débat, d'un montage sur la condition des femmes au Centre social... Peu à peu, je découvre, cachée, bien cachée, puisque ni la grande presse, ni les grands moyens d'information n'en parlent, toute une vie... qui se noue, contre l'écrasement, l'isolement que l'organisation capitaliste de la vie tente de nous imposer.

Aujourd'hui, cette vie de quartier, certains journaux essaient de l'exprimer, de la souder, de la rassembler, afin que plus nombreux soient ceux qui y participent. Dans le 19^e, c'est un des buts que se fixe le journal *Quartier libre*, mensuel, qui vient de se créer.

Une multitude de rubriques peuvent intéresser des catégories de la population très différentes, et même les enfants, puisque dans le N° 1, sont recensées toutes les activités du mercredi, payantes... ou gratuites.

De nombreuses associations se présentent, avec leurs buts et leurs projets : des étudiants en architecture, une boutique de droit, se mettent au service des travailleurs qui en ont besoin.

Dans «*Qui habite dans le 19^e ?*» on apprend que si 44,8 % d'ouvriers logeaient dans le quartier en 1954, il n'en reste que 29,8 % en 1975. Des jeux historiques nous enseignent l'histoire à partir des noms de rue, et notamment, ce qui s'est passé dans le 19^e pendant la Commune.

Aujourd'hui, cette vie de quartier, certains journaux essaient de l'exprimer, de la souder, de la rassembler, afin que plus nombreux soient ceux qui y participent. Dans le 19^e, c'est un des buts que se fixe le journal *Quartier libre*, mensuel, qui vient de se créer.

Une multitude de rubriques peuvent intéresser des catégories de la population très différentes, et même les enfants, puisque dans le N° 1, sont recensées toutes les activités du mercredi, payantes... ou gratuites.

La presse locale d'information et d'opinion s'est largement développée depuis 1968. Les idées de «mai», imprégnent largement les orientations de cette presse. «Donner la parole au gens», «développer la libre expression», «être un catalyseur des luttes», autant de mythes qui continuent à faire l'intitulé de beaucoup de ces journaux. Ces professions de foi partent de soucis légitimes : libérer de leur oppression ceux qui sont «privés de parole», faciliter les échanges d'expériences et l'expression d'opinions contraires, renforcer les luttes qui se développent sur le quartier.

Suffit-il cependant d'offrir ses colonnes aux habitants pour qu'ils se saisissent de l'occasion ? Qui s'empare de son stylo pour écrire au journal ? L'article le plus enthousiaste sur la nécessité d'affronter collectivement tel ou tel problème entraîne-t-il jamais la création d'un comité ?

Au bout du compte, ces professions de foi témoignent à la fois de la volonté positive de faire une autre presse plus proche des préoccupations quotidiennes des gens, faite par eux-mêmes dans la mesure du possible, et d'une conception spontanée du travail de masse.

En fait, existe-t-il ce journal rédigé par les travailleurs et habitants d'un quartier ou d'une région ? C'est toujours un groupe d'amis ou un collectif né d'une lutte qui en constitue l'équipe de rédaction. J'insiste sur cette expression car si la plupart des bénévoles qui animent ces journaux, refusent le qualificatif de journaliste, ils ont très souvent une pratique journalistique classique — classique car leurs liaisons effectives avec les travailleurs et les habitants sont ténues — cela conduit alors ces groupes à un repli sur soi ! L'expression populaire est avant tout celle du groupe, le journal touche un cercle de lecteurs plus marginal. Fait significatif

après les législatives, des collectifs qui avaient mené un travail de masse, ont décidé faute de perspectives de créer des journaux locaux. La publication d'un journal local joue alors le rôle d'un substitut au travail de masse.

A l'origine de ces contradictions, de ces reculs, deux problèmes mal posés, voire ignorés : celui du travail d'élaboration du journal (qui l'effectue, quels sont les moyens nécessaires, etc...) ? et celui de la liaison avec la population (quels liens privilégier, comment contacter les habitants ?).

La question centrale est celle de l'orientation du journal, y répondra par une phrase n'y suffit pas, s'attendre à ce qu'elle soit fixée d'emblée par les lecteurs conduit à la laisser aux soins du «permanent» de l'équipe. La vie d'un quartier populaire ce sont les luttes de ces habitants, leurs préoccupations, la richesse de leurs idées à ren-

forcer les luttes, à faire avancer les idées renforçant l'unité populaire (par exemple réduire la division Français-Immigrés) ou qui participent à l'amélioration de la vie des gens, voilà qui peut être décisif. Ces choix fondamentaux donnent leur contenu aux objectifs du journal : l'information locale doit apporter une meilleure connaissance de la région, doit favoriser la prise de conscience des problèmes. Cette information n'enfermera pas le regard du lecteur dans le jardin du voisin, mais constituera une ouverture si elle est réalisée en collaboration étroite avec les forces vives de la région : les associations. L'expression des points de vue les plus divers n'a de sens que si elle va dans le sens précisé plus haut. Quant tel article intéressant sur la question des transports proposé au journal se cantonne aux problèmes des usagers, c'est à ce groupe d'animateur du journal d'enquêter sur les conditions de travail

des journaux de quartier renforcent le mouvement associatif. En dépit de l'élitisme de groupes qui les animent, de la tendance de certains journaux à se marginaliser, la presse locale peut contribuer largement au développement des luttes.

Points de convergence d'information sur les luttes et la vie de quartier ou de région, lieux de débats privilégiés pour toute une série de nouveaux mouvements porteurs d'aspirations populaires, les journaux de quartier renforcent le mouvement associatif. En dépit de l'élitisme de groupes qui les animent, de la tendance de certains journaux à se marginaliser, la presse locale peut contribuer largement au développement des luttes.

Points de convergence d'information sur les luttes et la vie de quartier ou de région, lieux de débats privilégiés pour toute une série de nouveaux mouvements porteurs d'aspirations populaires, les journaux de quartier renforcent le mouvement associatif. En dépit de l'élitisme de groupes qui les animent, de la tendance de certains journaux à se marginaliser, la presse locale peut contribuer largement au développement des luttes.

D. D. Paris (13^e)

LUTTES OUVRIERES

A Longwy, comme ailleurs, les jeunes forment les gros bataillons des chômeurs.

A Longwy, ils savent que si les licenciements deviennent effectifs dans la sidérurgie, ils auront encore moins de chance de trouver du boulot. Nous avons rencontré des lycéens, et des jeunes de la JOC ; tous participent le mieux qu'ils peuvent au combat contre le chômage, dans les manifestations, sur les barrages...

Ils ne demandent qu'une chose : être encore plus efficaces dans leur soutien aux sidérurgistes.

Les jeunes de Longwy

COMMENT ETRE ENCORE MIEUX AUX COTES DES SIDERURGISTES

Table ronde avec six jeunes de la JOC

«Il est inimaginable que les licenciements deviennent effectifs»

La Jeunesse Ouvrière Chrétienne à Longwy regroupe une quarantaine de militants-cotisants. «Notre influence est importante : pour le cinquantième anniversaire de notre mouvement, notre fédération qui regroupe Longwy, Longuyon, Villerupt est parvenue à mobiliser 250 personnes pour se rendre à Paris». Si le point de vue de la JOC est intéressant c'est qu'à leur manière ils luttent aussi contre le chômage. Récemment la JOCF, branche féminine du mouvement,

Joël : Je suis chômeur parce que j'ai raté mon diplôme de FPA à la fin d'un stage comme tourneur à Metz. Avant cela, j'ai été un an au chômage, après deux ans de CET. Bientôt, je vais essayer de repasser mon CAP. Je gagne 500 francs par mois. Mon père est invalide à 100 %, j'ai deux frères qui travaillent à Usinor et un autre qui est chômeur comme moi, c'est Jean-François qui a 17 ans, un an de moins que moi.

Jean-François : Je me suis fait virer du CET de Villerupt, en juin dernier à la fin de ma première année d'ajustage. Je me suis inscrit à la FPA de Metz. J'attends d'être convoqué ; pour le moment je suis donc aussi au chômage.

Eric : Je suis en première année d'électromécanique au LEP de Longwy.

Odile : J'ai été pendant trois ans au chômage. J'ai un CAP d'employée de bureau et pourtant je suis vendeuse dans un grand magasin de la ville depuis deux ans. J'ai 20 ans.

Madeleine : Moi j'ai 22 ans, je sors d'un stage de six mois à Paris ; je commence lundi à

Metz dans les télécoms. Je ferai 5 h 30 de transport par jour. Je devrai me lever à 4 h 30 et je ne serai pas chez moi avant 20 heures.

Anne : Cela fait 8 mois que je suis au chômage, j'ai pourtant un CAP d'employée comptable. Avant mes 18 ans, je touchais 180 francs par mois, maintenant je suis majeure, je vais toucher les ASSEDIC, au total 1 250 francs.

► **Vous avez l'espoir de trouver du travail ?**

Anne : Tous les matins je regarde les petites annonces mais il n'y a rien pour les femmes.

Odile : Quand je cherchais, j'ai envoyé des dizaines de lettres, mais je n'ai reçu que trois réponses, toutes négatives. Pourtant, à chaque fois, je joignais un timbre.

Madeleine : Tu penses, ils les récupèrent !

Joël : Tous les deux jours, avec mon frère on va à l'ANPE. En général, il n'y a rien. Une fois, on a vu qu'à Herserange, ils cherchaient 5 ouvriers. On y est

allés, on nous a répondu : «On vous écrira». Une autre fois : «On vous téléphonerait». On attend toujours.

Anne : J'ai fait toutes les banques et toutes les administrations de Longwy. Un copain syndicaliste m'a dit que dans les banques, ils ne veulent plus de femmes car elles sont trop souvent absentes. Une fois je suis allée chez Sopralor, un petit patron du coin. On m'avait envoyée chez lui, en août. Quand le patron m'a reçue, il m'a posé mille questions sans rapport avec le travail : «Etes-vous fiancée ? Viendra-t-il vous chercher le soir ? Etes-vous chez vous vers 19 heures ?» etc. Quand, à une question, je lui ai répondu que j'étais au chômage depuis juin, il m'a dit «seulement !» Quinze jours je suis restée à la maison au lieu de partir avec mes parents en vacances pour attendre sa réponse ; finalement elle a été négative.

► **Que pensez-vous de la lutte des sidérurgistes ?**

Anne : Moi, j'ai fait toutes les manifs.

Madeleine : Moi aussi. A Noël, pendant les vacances, j'étais toujours avec eux.

Jean-François : Nous aussi, on a participé au barrage de routes.

Anne : Il y a beaucoup de chômeurs qui participent aux actions des sidérurgistes. On est content quand on arrive à l'ANPE et qu'on voit à la porte le SOS de la CFDT. Il ne faut pas oublier que ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement les emplois qu'ils veulent supprimer dans la sidérurgie, c'est aussi le problème de ceux qui sont au chômage.

Madeleine : Par exemple, les sidérurgistes qui vont à la retraite ou en pré-retraite, ils ne libèrent pas une place pour les jeunes puisqu'ils ne sont pas remplacés.

► **Faire reculer le gouvernement sur le deuxième plan acier, est-ce possible ?**

Odile : On n'a pas l'intention de laisser mourir Longwy. Il faut se battre.

Madeleine : Moi, je vois mon mari, il est à la CGT à Usinor, il y croit à la victoire ! Les diri-

geants locaux de la CGT, ils ont fait une bêtise en critiquant la violence, elle vient du gouvernement. D'ailleurs ils ont changé.

Anne : C'est inimaginable que les licenciements deviennent effectifs, on aura tout retourné avant. La lutte, il faut la durcir.

Odile : Il ne faut pas hésiter, même si ça risque de devenir violent.

Madeleine : Quand j'étais à Paris en stage, les copains rigolaient, ils disaient : «Il n'y a pas qu'à Longwy qu'il y a du chômage». Moi, je leur disais : «Faites comme nous».

Odile : Au départ, on n'est pas partisans de la violence, mais on ne peut pas faire autrement, on n'est pas maso.

Anne : Moi, je pense que c'est le gouvernement qui ne s'attendait pas à une telle réaction ; il pensait que ça serait comme à Thionville il y a deux ans. Si on les laisse faire, ça sera un pays de vieux, Longwy.

► **Qu'entendez-vous par «durcir l'action» ?**

Madeleine : C'est à l'Intersyndicale de décider. En général, on suit ce qu'elle dit.

Odile : A chaque fois, dans ce cadre on a mené nos actions propres.

Madeleine : Il est sûr qu'à Longwy, les petites manifs, ça ne suffit plus. Mais il faut aussi garder du souffle pour durer.

Trois jeunes lycéens

«Ca fait un bout de temps qu'on s'interroge sur la manière de soutenir effectivement les sidérurgistes»

Daniel et Patrice suivent les cours du LEP. Claire est inscrite en terminale au lycée mixte. Tous trois tentent de mobiliser les lycéens contre le sort qui leur est réservé en Lorraine. Ils participent aussi aux initiatives de masse des sidérurgistes.

► **La lutte des sidérurgistes, elle représente quoi pour vous ?**

Daniel : Pour nous, c'est une cause à défendre.

Patrice : On est surtout concerné parce que nos parents le sont ; peut-être plus de la moitié d'entre nous verront leurs parents licenciés.

Daniel : C'est surtout vrai pour les parents de ceux qui sont dans le technique.

Claire : Notre propre avenir, indépendamment de celui de nos parents, est aussi compromis.

► **Au lycée, vous discutez beaucoup de la situation de l'emploi ?**

Patrice : Aux récréations, ça ne discute que de ça.

Daniel : On fait beaucoup de réunions, en particulier avec les délégués de classe. On se rend compte que le climat a changé entre les profs et les

élèves.

Claire : Je ne peux pas dire la même chose du lycée mixte. Il est vrai qu'il y a ceux qui prennent conscience, et il y a les autres.

► **Comment vous associez-vous à la lutte ?**

Claire : Nous avons presque toujours participé quand nous le pouvions, mais dans les manifestations par exemple nous étions dispersés dans la foule, on n'était pas regroupés en tant que lycéens.

Patrice : C'est pour cela que nous avons fait la manifestation du 25 janvier. Ce jour-là, il n'y avait que des lycéens, de plus nous pensons que nous avons des revendications spécifiques.

► **Sur quels mots d'ordre défilez-vous ?**

Claire : On criait : «Vivre, travailler et étudier au pays», «Nous voulons travailler et ne pas être chômeurs», «Lycéens, travailleurs, même combat».

► **A votre avis, comment les lycéens jugent-ils la lutte des sidérurgistes ?**

Claire : Dans mon lycée, c'est assez partagé, il y en a qui sont



pour, d'autres contre. Par exemple, l'attaque du commissariat, ça n'a pas été tellement apprécié.

Daniel : Pourtant lors de la manifestation que nous avons organisée, il y en a qui voulaient faire pareil.

Claire : Oui, pour eux, ça symbolisait l'Etat.

Patrice : Pour que les actions des sidérurgistes apportent quelque chose, il faut qu'on en parle

dans la presse, mais je n'aime pas quand il y a des dépréciations.

Daniel : Si tu n'en fais pas, on ne t'écoute pas.

Claire : Moi, sur le coup, je n'avais pas bien compris, mais après en avoir discuté, j'ai changé d'avis.

Daniel : Il faut bien voir que Longwy vit sur un fil, quand ça va craquer ça va faire mal.

► **Comment voyez-vous votre rôle en tant que lycéens dans le soutien aux sidérurgistes ?**

Patrice : On peut être utiles en participant aux initiatives concrètes.

Daniel : On est quand même 4 ou 5 000 lycéens dans la ville.

Claire : Lors de la manifestation lycéenne du 25 janvier, on a parlé d'unité avec les travailleurs, il faudrait la réaliser. Par exemple, si le comité que nous sommes en train de mettre sur pied, le comité d'action interlycéen, avait une «chaise» à l'Intersyndicale, ce serait bien.

Daniel : Le comité d'action interlycéen, à mon avis, il est aussi à avoir un rôle syndical, par exemple moi quand je suis en atelier, je dois attendre deux heures pour avoir un comparateur pour régler ma tête de fraiseuse, parce qu'on n'en a qu'un seul pour huit gars.

Patrice : Si on a besoin de notre propre organisation, c'est aussi parce qu'il y a des lycéens qui sont bloqués, quand il y a des initiatives syndicales. Ils ont peur d'être manipulés.

Claire : On ne sait pas ce qu'on peut faire de plus pour soutenir les initiatives des sidérurgistes, la question, on se la pose depuis un bout de temps...

«Un patron du 19^e siècle»

Au Centre de rééducation d'enfants sourds de Noisy-le-Grand (Seine Saint-Denis), le directeur s'est permis de répondre à des débrayages d'une heure par jour de la majorité du personnel éducatif par un «lock out» de l'école durant trois jours. Le CRESN est un centre agréé et subventionné par la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale et la Sécurité sociale, qui reçoit 65 enfants entre 3 et 18 ans qui suivent une scolarité spécialisée.

POURQUOI DES DÉBRAYAGES ?

Pour satisfaire certaines revendications, sous forme de protocoles d'accord, maintes fois discutées sans résultat.

Pour obtenir une réelle discussion avec la direction quant à la remise en cause de son autorité arbitraire, paternaliste et irresponsable.

Après de nombreux faits qui dénotent de la part du directeur un manque total de responsabilité, à savoir :

- o son absence durant les débrayages,
- o une mauvaise organisation volontaire du service,
- o minimum de sécurité,
- et son refus de dialoguer, celui-ci a pris la décision de fermer l'école pendant trois jours.

Nous, personnel en grève du CRESN, dénonçons une telle attitude relevant d'une conception archaïque des droits de grève et du travail.

Nous nous élevons contre cette fermeture de trois jours consécutifs qui supprime à tous les enfants la possibilité de suivre une scolarité spécialisée à laquelle ils ont droit.

L'irresponsabilité de la direction a pénalisé à la fois les enfants, leurs parents et le personnel dont le seul tort est de vouloir améliorer les conditions et le contenu de son travail auprès des enfants.

Le personnel gréviste du CRESN

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

PUISSANTE MOBILISATION LE 16 FÉVRIER

Dès les premières heures de la matinée du 16 février, de nombreuses actions étaient entreprises dans le Nord et la Lorraine. Plusieurs centaines de grévistes de Pompey et de Neuves-Maisons bloquaient les postes d'aiguillage de Frouard et de Jarville paralysant ainsi la majeure partie du trafic ferroviaire. Le Transeurope Express (train de luxe) a dû s'immobiliser ; les passagers sont montés dans des bus.

A Longwy, la grève est suivie à 100 %. Des équipes de grévistes parcouraient les rues dans la matinée pour faire baisser les grilles des derniers magasins. Dans de nombreux cas, ils ont été chaleureusement reçus par le personnel.

Une dizaine de postes-frontières entre la France, la Belgique et le Luxembourg étaient bloqués par les grévistes ; le trafic routier et ferroviaire était pra-

tiquement totalement interrompu.

Des dizaines de bâtiments administratifs et de locaux patronaux étaient occupés.

L'après-midi, plusieurs dizaines de manifestants étaient prévues, tant en Lorraine que dans le Nord. Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient attendues.

Dans d'autres secteurs, les syndicats avaient lancé des mots d'ordre de grève pour s'associer à la journée

du 16. C'était le cas dans la navale à Nantes et à Marseille par exemple.

Au total, c'est une puissante mobilisation qui était en cours vendredi 16 février contre les plans de chômage du pouvoir et du patronat.

Les impératifs de fabrication nous empêchent de rendre compte de l'ensemble de la journée du 16. Nous y reviendrons plus en détail dans notre prochaine édition.

CEM : LA REPRESSION PATRONALE N'INTIMIDE PAS LES GRÉVISTES

CEM : compagnie électromécanique, 11 000 travailleurs dans toute la France, près de 4 500 sur le grand Lyon. Un trust, lié au trust suisse BBC (Brown Boveri company), aux gammes de production assez étendues : des microcontacts aux équipements de centrales nucléaires, en passant par les moteurs.

Sur Lyon depuis plusieurs mois, la politique des directions CEM se ressemble : «dégraissages» successifs des ouvriers âgés de 56 ans, mises en chômage technique, mesure de chômage partiel allant jusqu'à 24 heures... D'où des pertes de salaires très importantes vu les sa-

laires relativement corrects que les CEM ont su arracher par la lutte.

Ces dernières semaines, suite à de nombreux débrayages-rassemblements dans les ateliers de Normacem ou de Petercem, la répression patronale s'est abattue : de très nombreux délégués ont reçu des lettres d'avertissements, voire ont été cités au tribunal des référés !

Sanctions et pertes de salaires, c'en était trop pour les travailleurs de la CEM, la riposte a dès lors commencé : Normacem Decines est occupée depuis 11 jours, Normacem Buire depuis lundi, Petercem pendant deux jours.

Ce jeudi matin, après l'attaque par des éléments

fascistes de la maîtrise et de la direction, des piquets de grève de Petercem, le même scénario s'est répété devant Normacem Buire. Des affrontements se sont déroulés devant le portail à l'initiative des ETDA et cadres. La direction présente a fait le maximum pour pousser à la bagarre, puis a par la suite appelé au calme, espérant que le vote de vendredi matin allait démontrer la volonté de la majorité de travailler... Nul doute qu'un démenti lui sera apporté car le vote précédent avait dénombré près de 550 ouvriers sur 850 pour l'occupation.

Jeudi matin, un rassemblement regroupant 500 travailleurs de toutes les usines CEM de Lyon est

parti manifester dans les rues, se joignant au cortège Berliet à la Part-Dieu. Le tribunal des référés devait statuer vendredi sur l'évacuation de l'usine CEM de Décines ; une intervention des CRS était possible ce week-end.

D'après des informations syndicales, les usines CEM du Havre et de Nancy sont toujours en grève. Celle de Dijon a repris le travail après avoir obtenu 2 % d'augmentation.

Rappelons les revendications des travailleurs de la CEM : 400 F pour tous ; prime de transport ; levée de toutes les sanctions et maintien des 40 heures hebdomadaires.

Corr. LYON

Nous publions aujourd'hui une correspondance de Saint-Etienne, sur la lutte des pompiers professionnels, dont on voit depuis plus d'un mois les véhicules circuler dans plusieurs villes du pays avec le mot d'ordre peint en blanc : «En grève, sécurité assurée».

SAINT-ETIENNE POMPIERS ET OUVRIERS AU COUDE-A-COUDE

Les pompiers professionnels CGT, CFDT et CFTC autonome sont en grève depuis le 8 janvier 1979. Cette profession non homogène est composée de :

- Militaires : Marins-pompiers de Marseille, brigade de Paris, constitués d'un encadrement d'armée de métier, d'engagés et d'appelés faisant le service militaire. L'endoctrinement est franchement fasciste.

- Volontaires : Villes moyennes et petits bourgs, ils ont un travail (tourneurs, menuisiers, etc.) qu'ils interrompent devenant pompier en cas de sinistre.

- Départementaux : Dans certains régions, ils sont payés par l'État, leur statut diffère de celui des communaux.

- Communaux : Ce sont les pompiers professionnels employés par la commune, ils font cette grève nationale, assurant cependant en toute circonstance la sécurité de la population. Les revendications : Depuis 19 mois, ils attendent le bon vouloir de l'administration qui peut seule convoquer la réunion

de la commission nationale paritaire, organisme qui est chargé de traiter toutes les questions relatives aux sapeurs-pompiers professionnels.

De ce fait, les pompiers se trouvent bloqués sur toutes leurs revendications, qui sont les suivantes :

- Application de la réforme des catégories ouvrières (appliquée depuis 16 mois aux autres personnels communaux). Ce point a été récemment obtenu par la lutte en cours.

- Bonification de points pour la retraite (aucun pompier dans la législation actuelle ne peut bénéficier d'une retraite pleine et entière).

- Garanties pour les veuves et orphelins en cas d'accident en service commandé.

- Abolition du service hors tour (cela consiste à assurer pendant son jour de repos, un travail supplémentaire non payé).

- Reconnaissance de la profession comme insalubre et dangereuse, ce qui permettrait l'abaissement

de l'âge de la retraite.

La commission nationale paritaire, mise en place le 15 juin 1977, devrait également entériner le protocole d'accords sur la diminution du temps de travail signé par l'Association des maires de France, ce qui permettrait la création de 30 000 emplois !

La commission nationale paritaire n'a pu être réunie parce que l'association des maires de France n'a pas désigné ses représentants et parce que le ministre de l'Intérieur ne l'a pas convoquée, ce qui est une manière habile de bloquer les revendications. Le ministre de l'Intérieur serait maintenant disposé à convoquer la CNP (le 23 février) mais selon l'ancienne formule avec volontaires, militaires etc., gens concernés par les problèmes des professionnels qui se demandent s'il ne conviendrait pas d'adopter l'Armée du Salut.

FAIRE L'UNITÉ AVEC LES OUVRIERS

L'examen de leurs re-

vendications montre que les problèmes des pompiers professionnels convergent par plusieurs points avec ceux de la classe ouvrière.

L'action des pompiers s'inscrit dans la lutte contre le chômage : ils refusent de faire des 70 heures de travail par semaine alors qu'il y a 1 600 000 chômeurs en France. La crise du capitalisme accentue les méfaits inhérents à ce système : à la pollution, à la concentration urbaine, au cadre de vie qui se dégrade, aux conditions démentielles de travail s'ajoutent un chômage massif et une hausse des

LE CAPITALISME AGRESSE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le pourrissement du capitalisme amène pour les pompiers l'aggravation de leurs conditions de travail :

- La recherche effrénée du profit a donné naissance à des constructions (immeubles de grande hau-

teur, immeubles sur dalles) que les échelles aériennes ne peuvent atteindre.

- L'incapacité du capitalisme à maîtriser les risques engendrés par l'emploi de produits chimiques (radioactifs demain) constitue une menace permanente à laquelle les pompiers se trouvent confrontés.

C'est pourquoi les pompiers, eux aussi victimes du capitalisme, se sentent solidaires des autres travailleurs ; ils savent comment sont atroces les conditions de travail subies par les ouvriers car grand nombre ont d'abord vécu la condition ouvrière ; la minorité pour qui être pompier est le premier emploi possède cette connaissance par le milieu familial : On ne voit pas de fils à papa, car ce métier n'est ni une planque ni une situation, tous les pompiers sont d'origine modeste venant principalement de la classe ouvrière.

Pour ces raisons, parce que leurs moyens d'action sont limités, même si leur détermination donne une

forme spectaculaire à leurs luttes, parce que leur profession marginale est faible (12 000 professionnels dispersés dans les villes françaises), unir leurs luttes à celles des ouvriers est pour eux une nécessité.

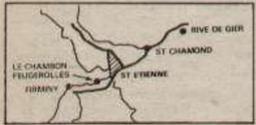
C'est pourquoi, en plus de leurs actions propres (blocage de trains, d'autoroute, occupation d'aérodrome, etc.) on décèle une tendance à l'unité d'action avec les ouvriers. Ce fut le cas, à Saint-Etienne le 31 janvier où les travailleurs de Manufrance et les pompiers stéphanois CGT ont organisé ensemble une puissante action. A cette occasion ouvriers et pompiers se sont trouvés coude à coude dans la même lutte. Pour cela, il leur a fallu franchir les limites du corporatisme étroit, ce qui a suscité des discussions dans leurs rangs ; comme pour l'occupation de la gare de Chateaucieux, ils avaient bénéficié du soutien fraternel de leurs camarades cheminots.

CORRESPONDANCE

Une enquête du Quotidien du Peuple

Le 20 février, toute la Loire convergera vers Saint-Etienne. De la vallée du Gier, de la vallée de l'Ondaine, de la Plaine, ils viendront dire par milliers que la Loire veut vivre ! A quelques jours de cette grande manifestation de refus, la mise en accusation des responsables du chômage, nous avons rencontré des syndicalistes de Saint-Etienne, de Rive de Gier, de Firminy, de Saint-Chamond... Aujourd'hui, Saint-Etienne et Firminy.

Reportage de Monique CHERAN



Petite chronique St-Etienne

Le 25 janvier, la PDG de l'entreprise «Lingerie Mail», à St-Etienne, a été condamnée à une amende de 2.000 F pour entrave au fonctionnement du C.E., à propos de la mise en règlement judiciaire.

Andrezieux Bouthéon

Aux établissements Ratti, où l'on fabrique des tissus pour les grands couturiers, 3 ouvriers ont été mis à pied pour «mal-façon». Grève et occupation ont suivi, car pour les ouvriers, il ne s'agit là que de répression syndicale.

Le Chambon-Feugerolles

Aux Eviers Denis (du groupe Derain), les ouvriers sont au chômage technique depuis plusieurs semaines. A plusieurs reprises, la réouverture a été repoussée. Le patron menace de ne pas rouvrir l'usine tant qu'il n'aura pas obtenu de l'inspection du travail les 30 licenciements qu'il réclame. Récemment, à l'issue d'un CE, il a renversé un ouvrier avec sa voiture. La CFTD a porté plainte.

St-Etienne

A la CEMSE, 60 licenciements sur 140 personnes sont annoncés. Chaque jour, c'est ce genre de nouvelles qu'on peut apprendre, dans la Loire... Et à la rubrique emplois du journal, rien ou presque : le 26 janvier, par exemple il n'y avait sur St-Etienne qu'une place de conducteur typo, de la publicité pour deux boîtes d'intérim, et pour des maisons paramédicales. Autrement quelques travaux saisonniers en Savoie, ou sur la Côte d'Azur... Pour 34 000 chômeurs dans la Loire...



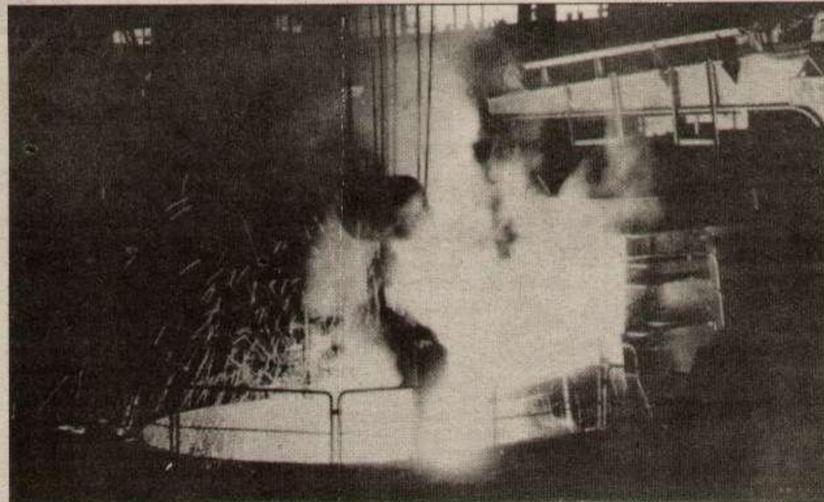
CREUSOT-LOIRE... ET TOUTES LES PETITES BOITES

Décembre 78 : 32 000 chômeurs dans la Loire, aujourd'hui, 2 000 de plus. Plus d'un travailleur sur 10 se retrouve sans travail. Il y a dix ans, les mines, qui ont modelé toute la région de Saint-Etienne et les vallées, fermaient. Aujourd'hui, la sidérurgie et le textile sont frappés de plein fouet. On n'a pas annoncé 20 000 licenciements d'un coup, comme dans le Nord ou la Lorraine. Mais ici, c'est chaque jour qu'une petite usine ferme, qu'un patron déménage les machines à la cloche de bois, que des licenciements sont annoncés ici ou là.

A Creusot-Loire Firminy, dans la vallée de l'Ondaine, tous les deux jours, 3 ouvriers s'en vont...

Saint-Etienne, capitale de la sous-traitance

Mais la Loire, ce n'est pas que Creusot-Loire, avec ses grosses unités. Saint-Etienne, 8ème ville de France, avec ses 225 000 habitants, ses vieilles maisons noircies et leurs toits de briques rouges, parsemées d'immeubles neufs, ses ZUP, ses 7 collines et ses deux crassiers, c'est aussi des milliers de petites, toutes petites entreprises : la moitié des entreprises industrielles et commerciales n'ont pas de salarié, un quart n'ont que deux salariés. St Etienne, «c'est la première ville artisanale de France,



la capitale de la sous-traitance». Pour faire une bicyclette, il faut plus de 1 000 pièces, qui passent par une trentaine de corporations. Dans les petites boîtes de la métallurgie, un P2 gagne bien souvent 1 800 F nets. Pour ces milliers d'ouvriers, les difficultés des grosses boîtes ont des conséquences directes. Mais comment lutter, dans ces myriades d'ateliers, souvent peu organisés syndicalement ? Bien sûr, les regards se sont longtemps tournés vers Manufrance. L'attente a été largement déçue. Pourtant, y compris dans ces petites boîtes, bien des gars ont tout laissé tomber quand l'alerte a sonné, le 22 décembre, pour JB Martin investi par les vigiles du commissaire Javillier. La révolte des ouvriers de la région s'y est exprimée, contre les fascistes, qui ont payé cher leur sale boulot. Aujourd'hui encore, dans la région, cette action est dans toutes les têtes, comme une victoire, une preuve que la combativité existe quand l'objectif de lutte est clairement vu.

La Plaine, l'Ondaine, le Gier, à Saint-Etienne le 20 février

Le 20 février, une journée de lutte mobilisera toute la région. De la Plaine, de la vallée du Gier, de la vallée de l'Ondaine, trois marches convergeront sur St Etienne,

jusqu'à l'Hôtel de ville. Au centre de la journée, l'emploi bien sûr.

Depuis plusieurs semaines, les syndicalistes font un travail de chiffre, secteur par secteur, des besoins en emplois. Sans aucun doute, cette journée sera un succès. Mais d'ores et déjà, après une première expérience couronnée de succès le 14 décembre, on s'interroge sur la portée de cette journée, sur ses débouchés, tout en affirmant l'importance d'y participer, de crier haut et fort que dans la Loire on refuse le chômage.

A quelques jours du 20 février, nous avons rencontré des syndicalistes, principalement des sidérurgistes de Creusot-Loire, mais aussi des occupants de JB Martin, et des jeunes, chômeurs sans avoir jamais travaillé. A Rive de Gier, à Saint-Chamond, au Marais (St Etienne) ou à Firminy, dans les vallées hérissées de cheminées de briques ou dans la grande ville, ce n'est pas vraiment la nécessité de se battre qui pose question. C'est plutôt : comment y arriver, comment marquer des points, porter des coups efficaces, faire l'unité des travailleurs, après des mois d'échecs ?

Même si, dans les discussions que nous avons eues, personne ne prétend donner de solution ou de recette, même si les propositions sont souvent contradictoires...

Creusot-Loire (le Marais-St-Etienne)

«MOBILISER POINT PAR POINT»

Un entretien avec P. Galon (responsable CGT)

Dans le quartier noirci des aciéries, au Marais, les usines et les maisons longues et basses alternent. Sur un mur, on voit en grandes lettres sur fond vert : «La Loire veut vivre». Au centre culturel de Creusot-Loire, nous avons rencontré Pierre Galon, responsable du CE (CGT).

Là encore, de lourdes menaces pèsent sur l'emploi : 2 000 salariés en 70. 1 600 il y a 4 ou 5 ans, aujourd'hui un peu plus de 1 300. Il est question de passer en coulée continue : «On passerait directement de l'aciérie au petit laminoir. L'intermédiaire actuel du gros laminoir sauterait. Il y a 300 personnes, au gros laminoir. On peut compter que la coulée continue éliminerait 150 emplois... Par ailleurs, il y a en France sept usines qui font comme nous de la sidérurgie fine. Ses projets de restructuration n'en veulent plus que 3». Comme dans tout le groupe, les choses se sont faites «en douceur», avec des licenciements à 56 ans et 8 mois, avec bien sûr des pressions.

Alors, que faire ? Pour P. Galon, «il serait idiot de maintenir une industrie à un niveau technique trop bas, plus bas que celui d'usines que Creusot-Loire construit en Espagne par exemple. Ce qu'il faut exiger, c'est le développement de l'industrie en aval de la sidérurgie, en voyant l'ensemble des besoins au niveau national». Pour ce qui est de la sidérurgie lourde, le problème est un peu différent : «Il faut empêcher que la majeure partie de la production se fasse dans d'autres pays et que le potentiel sidérurgique disparaisse».

Position qui se veut réaliste. Mais reste le problème des moyens pour obtenir cela. Dans l'usine, tout le monde n'est pas prêt à partir comme ça. Il y a bien sûr des pressions très fortes sur les immigrés, qui forment 40 % du personnel. Il y a aussi le cas de la centaine de «mutés» ou «prêtés» de chez Marrel, dont le cas n'est pas réglé : leur salaire, supérieur à ceux du Marais, est pour l'instant maintenu. Mais pour combien de temps ? Il y a aussi et c'est sans doute le problème le plus pesant, la question de la cible.

«Tout de suite après 68, on est reparti ici en grève illimitée, 3 semaines avec occupation. On a eu le 13^e mois. A la suite, il y a eu des grèves dans Creusot-Loire. Partout très dures, mais partout des échecs. Elles n'étaient pas coordonnées».

Mais de quelle coordination s'agit-il ? «Ici, il y a une sorte d'esprit maison» Creusot-Loire. Il y a une tradition anarcho-syndicaliste, si on veut. Les gars disent : «Le patron a les moyens de payer». «Le patron», c'était vrai il y a dix ans. Mais aujourd'hui, Creusot-Loire, c'est qui ? Le Baron Empain ? Il a disparu quelques mois, et le groupe a continué... Les gars ont du mal à se situer dans la métallurgie, et dans l'interprofessionnel...

Comment se battre ? «La coordination des luttes, ça ne se fait pas en appuyant sur un bouton. En 68, on est parti sans mot d'ordre. C'est différent aujourd'hui. Tout le monde n'est pas touché de la même façon. Il y a des boîtes de sidérurgie fine qui vont dérouiller, d'autres moins. Alors dire aux gars qu'on va se battre comme ça sur l'emploi, ça ne marche pas. On peut davantage les mobiliser, ici, sur les 35 heures, la cinquième équipe, les salaires, même si c'est difficile. La mobilisation, il faut la développer point par point. Le 14 décembre, qui a pourtant été un succès, n'a pas entièrement regonflé les gars. Le 20 février, ils ne le voient pas comme un grand saut. La lutte à Marrel, ou l'affaire des vigiles à J.B. Martin sont beaucoup plus ressenties...»

Et Manufrance ? «Manufrance, c'est une usine un peu à part, un «produit stéphanois»... On ne veut pas les critiquer...». En fait, Manufrance, au bout de plusieurs mois d'attente dans les autres boîtes, est relativement isolée aujourd'hui. Bien des gars lui en veulent même de n'avoir pas joué le rôle de leader, mais plutôt celui de frein.

Une fois encore, on reparte de mai 68. «Pas tout à fait mai 68, mais ça donne une idée. Il faut qu'on arrive à un mouvement plus important. Bien sûr, on n'a aucune garantie sur l'issue, la situation politique n'est pas claire...». Qui en tirerait profit, en cas de victoire ? «La seule garantie, elle est dans ceux qui auraient créé le rapport de forces».

“LA LOIRE VEUT VIVRE!”

Creusot-Loire (Firminy)

«QU'EST-CE QU'ON ATTEND ? QUE LA BASE NOUS POUSSE ?»

«Au niveau du groupe, dans la Loire, la coordination ne marche pas trop mal. Mais ce n'est pas pareil dans l'ensemble du groupe. Les réactions ne sont pas les mêmes dans les Pyrénées et à Dunkerque. Toutes les luttes qu'on a pu faire ont été dures, mais sans succès. Pour faire plier un trust comme Creusot-Loire, il aurait fallu une coordination au niveau du groupe. On aimerait voir tout le groupe arrêté».

Le 7, le 16, le 20...

Précisément, on discute de la série de journées d'actions en février : le 7, métallurgie ; le 16, sidérurgie ; le 20, journée dans toute la Loire. Un vrai casse-tête. Pas bien possible, en effet, d'espérer mobiliser à plein pour les trois. A Firminy, ils auraient bien aimé coupler la journée du 20 sur celle du 16, qui elle, est nationale... «Pour une fois qu'il y a quelque chose au niveau national... mais on nous dit que le 20, ça fera parler de la Loire. C'est peut-être vrai...»

«On n'est plus avant les élections. Les gars sont prêts à faire des mouvements, mais qui apparaissent crédibles. Les deux heures et les quatre heures, ils n'en veulent plus. Ils attendent des mouvements d'importance nationale. Si on attend que ça soit mûr partout, mon petit fils aura de la barbe, et on sera encore là...»

«Bien sûr, il n'y a pas de perspective politique. C'est sûr que les choses ne viendront pas des partis, rien ne viendra d'en haut. On a l'impression qu'en haut, on nous demande d'attendre, parce qu'il n'y a pas de perspective. On nous dit maintenant, à la fédé, qu'il faut négocier la restructuration de la sidérurgie, que c'est une solution de moindre

mal, en absence de perspective politique. On ne peut pas aller expliquer ça, même si c'est vrai. Hier on disait «pas de licenciement ! Pas de mutation», c'est comme si on retournait notre veste et qu'on se promenait avec la doublure ! Si on va expliquer ça à Marrel, on se fait lyncher. Ça démontre qu'il y a une mise en accusation des organisations !»

«Il y a toujours un dernier»

«Qu'est-ce qu'on attend ? Que la base nous pousse ? On ne va pas attendre que le dernier soit prêt, on peut attendre 107 ans. On assiste à une radicalisation, même si ce n'est pas forcément intéressant pour la gauche. Si ça continue, on risque le laminage des organisations syndicales. La confiance des travailleurs n'est pas inconditionnelle. Ils en ont assez de perdre des 250 F sur leur salaire, à coups de 2 h ou de 4 h de grève. Même les mouvements durs, isolés, ne donnent rien. Il y a trois, quatre mois, il y a eu une grève dure aux Forges. Malgré ce qu'en a dit l'Huma, ils ont repris sans rien. Ils demandaient une augmentation de salaire suite à une réorganisation des postes. C'était pourtant un secteur vital, avec la presse de 2 000 tonnes. Ce qui nous fait dire qu'il n'y a pas de perspective au sein même de

l'entreprise...»

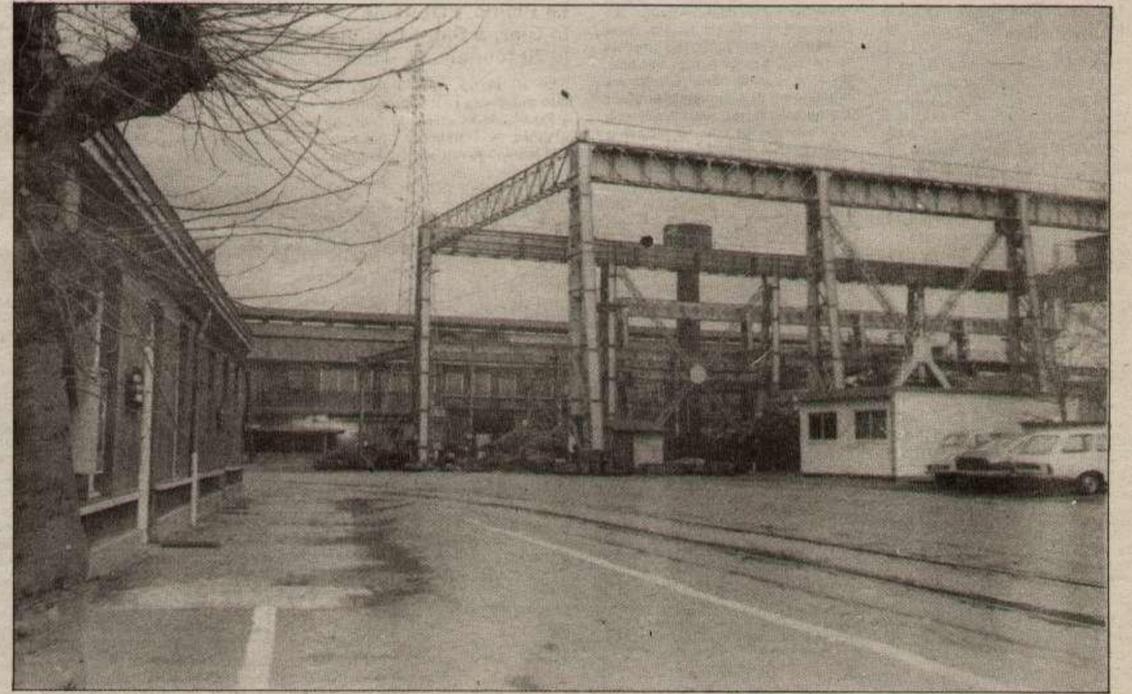
«Les actions spectaculaires ? D'accord, mais il faut garder l'unité de la population. Il faut réfléchir à une tactique de lutte qui fasse l'unité, mener l'action dans la boutique et dans la rue, et viser à un mouvement national».

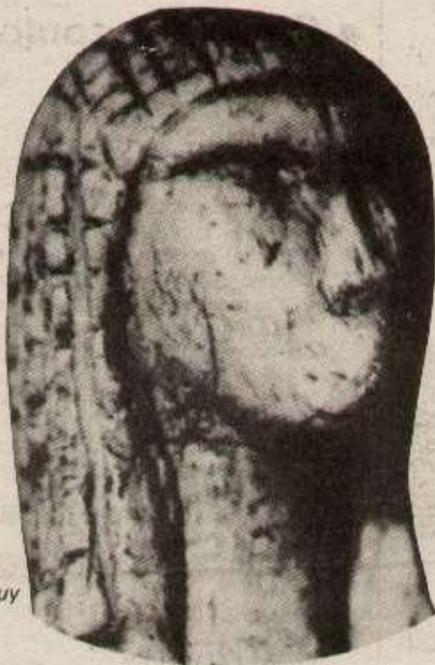
«On perd un ouvrier et demi par jour»

Creusot-Loire Firminy, c'est un immense chantier «intermédiaire» : «On fait un peu de tout, on ne commence et on ne finit rien. On fait encore un peu d'armement, des pompes pour Framatome, des glissières de machines-outil, des aciers moulés, des produits forgés. On reçoit des ferrailles, on les coule pour faire des aciers spéciaux pour des croisements de voies de chemin de fer ou pour le métro, pour des canons ou des tourelles de char. En fait, on est dépendant de la conjoncture globale...»

Les effectifs ont fondu à vue d'œil : en trois ans, 1 400 personnes ont quitté l'entreprise, qui a été divisée en petits chantiers. La moyenne d'âge est élevée, pourtant les «préretaires» ont déjà éliminé des centaines d'ouvriers. «On perd un ouvrier et demi par jour» avec ce système. Certaines fabrications ont disparu, des ouvriers ont été mutés à Saint-Chamond, dans la vallée du Gier. Aux «outils tranchants», sur un produit, on est passé de 120 personnes à 47. L'embauche est bloquée depuis trois ans, il y a eu en plus des réductions d'horaires non compensées. Une dégradation permanente à tous les niveaux et aucune perspective pour la jeunesse de la ville...

Dans notre prochaine édition : RIVE-DE-GIER, VILLE REVOLTEE ?





La-dame de Brassempouy

De Lucie l'Africaine aux Mégalithes de Bretagne

UNE AVENTURE DE TROIS MILLIONS D'ANNÉES

Encore une exposition d'os et de cailloux ? Au sortir de l'exposition du CNRS sur la préhistoire, on est un peu perplexe : avec tant de descriptions de techniques incroyablement complexes dans la recherche des plus infimes traces du passé, avec ses tableaux de termes savants, l'exposition atteint-elle son but : retracer : « 3 millions d'années d'aventure humaine » ?

Mais c'est bien là la difficulté : faire revivre une aventure que l'on sent immense, fondamentale, une aventure qui nous fascine parce qu'elle touche au mystère de nos origines, parce qu'on voudrait y trouver tant de lumières sur ce que nous sommes... mais une aventure qui a laissé si peu de traces : pas de livres, pas de parchemins. Il faut reconstituer l'anatomie d'un ancêtre à partir d'un fragment de crâne et d'un fémur ; décrire la vie d'une troupe de chasseurs à partir de leurs silex et des débris de leurs

repas ; noter, dessiner, mettre en fiche le plus minuscule caillou, parce que, en l'ôtant, on détruit une partie d'un témoignage irremplaçable.

Voilà qui explique le caractère parfois technique de l'exposition, et il se peut que celui qui n'est pas préhistorien en garde, plutôt qu'un vaste panorama, une série d'instantanés, de flashes éclairant telle ou telle période de la longue histoire humaine. Mais certains de ces instantanés sont splendides.

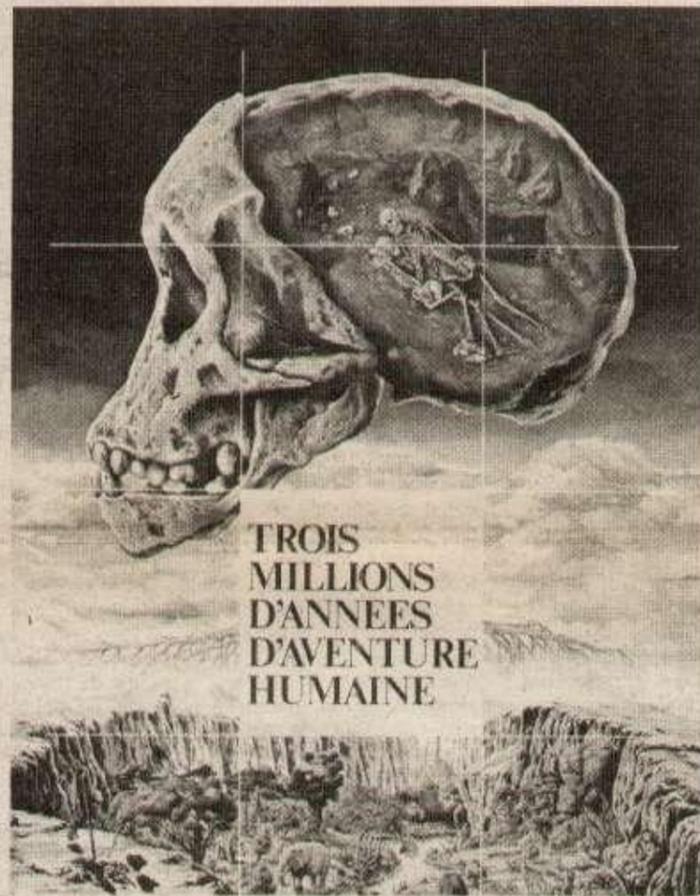
Une australopithèque nommée «Lucie»

Au début de l'aventure humaine, il y a la naissance de l'homme. C'est un des domaines de la recherche où nos connaissances ont le plus progressé dans les toutes dernières années, comme avec la découverte de «Lucie», en 1974, en Ethiopie. Il s'agit du squelette «presque» complet, datant de 3 millions d'années, d'un australopithèque de sexe féminin. Les australopithèques représentent la charnière entre

les Primates ancêtres de l'homme et l'homme proprement dit. Différents de nous par la taille (plus petite) et certains caractères archaïques de leur squelette, ils mènent cependant cette vie de cueillette et de chasse, en petits groupes dans la savane africaine, qui va être pour l'essentiel celle de l'humanité pendant la plus grande partie de son évolution. La grande question, controversée, est de savoir s'ils taillaient déjà des outils.

Les outils, de pierre taillée, puis d'os, c'est à travers leur évolution que l'on va suivre celle de nos ancêtres : il s'agit bien cette fois d'hommes, proches de nous physiquement, maîtrisant le feu, et qui ont déjà essaimé sur presque toute la terre. En même temps que leurs techniques de taille se perfectionnent, que leur outillage se diversifie, on voit apparaître, liés sans doute à une organisation sociale plus complexe, des rites et des traditions artistiques.

Ce sont d'abord les premières



le CNRS et la préhistoire

sépultures : à Qafzeh, en Palestine, une tombe montre une offrande (une ramure de cerf) déposée sur les mains d'un enfant de 13 - 14 ans.

Ce sont aussi les premières œuvres d'art, peintures, sculp-

tures : un procédé de vision en relief de photographie permet d'admirer tous les détails de minuscules statuettes : la «Dame de Brassempouy», la «Venus de Lespugne», datant de 20 000 à 25 000 ans.

Un foyer éteint depuis 12 000 ans

A Pincevent, près de Paris, il y a 10 000 ans avant notre ère, les chasseurs magdaléniens venaient chaque année monter leur campement près de la Seine, pour y

chasser le renne.

Les fouilles ont permis de reconstituer l'emplacement de leurs tentes et de leurs foyers, et ont apporté de nombreux éléments sur leur vie quotidienne, comme le montrent un grand moulage de foyer et une reconstitution de tente.

Le passage, progressif, d'une économie de chasse et de cueillette à une économie d'agriculture et d'élevage, va bouleverser l'histoire des hommes, parce que c'est à ce stade que commence vraiment la domination sur la nature, c'est là que l'évolution va s'accélérer depuis les premiers agriculteurs jusqu'à nos jours ; 8 000 à 9 000 ans se sont écoulés, 8 000 ans sur les 3 millions d'années de développement humain ! Quelques minutes du dernier tour de cadran si on ramène à 24 heures ces 3 millions d'années !

A l'aube de l'histoire

A Mureybet, en Syrie, les hommes ont construit des maisons rondes. Ils fabriquaient des figurines en terre cuite, annonçant la naissance de la poterie, et des instruments dentés, très semblables à ces peignes en os de chameau que fabriquent encore certains artisans syriens. Leur alimentation comportait des graminées : on est à la limite entre la cueillette et l'agriculture.

Bien plus tard, dans la vallée de l'Aisne, une civilisation d'agriculteurs s'est installée, bâtissant de grandes maisons rectangulaires. Puis va se développer le travail des différents métaux. Les échanges se multiplient.

En Bretagne, les mégalithes, gigantesques monuments, ont nécessité le travail de centaines d'hommes. Les petites communautés de chasseurs ont fait place à des sociétés très structurées, avec d'importantes inégalités dans la répartition des richesses. Les classes sont-elles déjà apparues ? Nous sommes à l'aube de l'histoire.

Ici prend fin l'exposition. Avec des vitrines bien présentées, des reconstitutions et des maquettes très évocatrices, elle donne envie d'en savoir encore plus sur la vie de ces hommes de la Préhistoire. Mais, dans ce domaine, il y a encore tant à découvrir !

P.L.

Bibliographie

Quelques livres sur la Préhistoire :

- G. Clark : «LA PREHISTOIRE DE L'HUMANITE» (Payot)
- L.R. Nougier : «L'AVENTURE HUMAINE DE LA PREHISTOIRE» (Hachette)
- M. Brézillon : «DICTIONNAIRE DE LA PREHISTOIRE» (Larousse)

Exposition du Centre National de la Recherche Scientifique jusqu'au 31 mai 1979 - au Museum National d'Histoire Naturelle - Jardin des Plantes, 36, rue Geoffroy-St-Hilaire Paris (5^e) (tous les jours, sauf mardi, 10 h à 17 h).



Silex biface trouvé à Saint-Acheul

Des techniques sophistiquées

L'exposition rend compte de chantiers de pointe, dirigés par des chercheurs du CNRS ou financés par le CNRS. C'est une exposition sur les techniques de pointe de la recherche préhistorique en même temps qu'une exposition sur la préhistoire.

Depuis les premières fouilles, il y a un siècle et demi, la recherche des vestiges préhistoriques a évolué en obéissant à des règles de plus en plus strictes. Les différentes couches de terrain sont découpées horizontalement, les objets sont minutieusement dégagés, numérotés, et précisément localisés grâce à un quadrillage du terrain. Sur le chantier de fouilles, différents spécialistes sont associés à l'archéologie : géologues, botanistes, zoologistes...

De nombreuses techniques permettent de reconstituer l'environnement climatique, la flore, la faune de l'époque : étude de la variation du champ magnétique terrestre, des pollens de plantes, des ossements d'animaux. Différentes méthodes, comme le Carbone 14, permettent une datation plus ou moins précise des vestiges.

Bien sûr, de tels chantiers de pointe, qui permettent des reconstitutions du passé d'une incroyable précision à partir d'indices qui paraissent infimes, ne sont pas à l'image de tous les chantiers archéologiques en France. Et, sur les chantiers où l'étudiant ou l'amateur pourra se faire accueillir pour un ou deux mois d'été, il verra que bien des équipes ne peuvent disposer d'autant de moyens.

La préparation du Congrès du PS UNE DÉMOCRATIE A L'IMAGE DU PARLEMENTARISME BOURGEOIS

A l'occasion de la préparation du congrès du PS, les dirigeants de ce parti font assaut de déclarations pour souligner le caractère démocratique du fonctionnement de leur parti. La lettre de l'Unité, dans le cadre de la polémique qui l'oppose au PCF, affirme que la préparation du congrès consiste à «permettre à toutes les idées, toutes les opinions, toutes les tendances, toutes les critiques, toutes les contestations de s'exprimer». Mais qu'en est-il en réalité du type de démocratie qui règne dans ce parti ?

Le fait principal dont il tire fierté est la possibilité pour les militants de présenter des motions et contributions, de s'organiser en courants et sous-courants. Cet argument est particulièrement utilisé par opposition au PCF, qui ne permet pas en son sein la constitution de tendances, en se couvrant derrière sa référence au centralisme démocratique.

Alors, comment fonctionne, par exemple, la préparation de ce congrès ? Dans une première étape, les militants peuvent déposer des «contributions», c'est-à-dire exprimer leur point de vue sur l'ensemble de la ligne politique suivie, ou seulement sur tel ou tel point particulier. Dès cette étape, cependant, les manœuvres commencent. Selon l'accueil réservé à telle ou telle contribution, ses auteurs peuvent, en fonction de leurs objectifs, réajuster le tir. Il est alors d'autant plus facile pour eux de faire éventuellement machine arrière que les contributions ne sont pas, en tant que telles, soumises au vote du congrès. Rappelons par exemple la manœuvre des partisans de Mitterrand dans la préparation de l'actuel congrès : après l'offensive Rocard, les partisans de Mitterrand ont publié une multitude de contributions ; il ne s'agissait évidemment pas de textes exprimant des points de vue différents, mais la multiplicité des contributions donnait l'impression d'un parti profondément divisé. C'était le but recherché, au

moment où Mitterrand commençait une tournée des fédérations du PS, basée sur le thème de l'unité du parti, et au cours de laquelle il se présentait bien sûr comme étant le seul à pouvoir réaliser cette unité. Les manœuvres commencent déjà à ce niveau.

DU RAPPORT DES MOTIONS A LA REALITE

On pourrait penser que, lors du dépôt des motions, qui sont soumises au vote du congrès, les problèmes de fond sont au moins posés. Ce n'est pas si clair. Tout d'abord, toute motion doit nécessairement contenir les mêmes thèmes sur «la rupture avec le capitalisme», l'union de la gauche, etc., quelles que soient, par ailleurs, les positions réelles, avouées ou non, des signataires.

Outre ces références obligées, il serait erroné de croire que le reste des textes expose les thèmes effectivement en présence. Regardons ce qu'il en est des motions principales présentées au congrès du PS : il existe, au niveau des divergences réelles, en gros trois courants : le CERES qui a une orientation proche de celle du PCF, et les courants mitterrandistes et rocardiens qui, en accord sur une conception social-démocrate, divergent sur des questions tactiques. Qu'en apparaît-il au niveau des motions déposées ? Mauroy et Rocard, qui sont d'accord entre eux, dépo-



sent des motions différentes ; même chose pour Mitterrand et Defferre, qui défendent les mêmes couleurs sous des motions différentes. Il s'agit, là aussi, de manœuvres, permettant, dans une première étape du congrès, à chacun de compter ses forces, puis, selon le rapport de forces qui apparaît, de conclure les alliances, accords et regroupements nécessaires. C'est ainsi que Mauroy et Rocard envisagent, si la nécessité s'en fait sentir, de réaliser la «synthèse» avec Mitterrand.

Cette notion de synthèse est en elle-même tout un poème. Elle signifie que des gens qui sont opposés de façon irréconciliable se raccommodent sur la base d'un texte intégrant des idées des uns et des autres. Quitte pour chacun à attendre une situation plus favorable pour reprendre l'offensive sur ses idées propres.

DU DEJA VU

Ce type de fonctionne-

ment tire ses prétentions à la démocratie du fait qu'il met en présence une pluralité de textes. Il s'agit là de l'application du vieux principe de la démocratie bourgeoise selon lequel de grands ténors bourgeois et autres beaux parleurs concoctent des textes pour les présenter ensuite devant leurs électeurs. Quant au militant de base, dans cette foire d'empoigne où les dirigeants s'affrontent à coups de motions, de sondages de popularité et de prestations télévisées, ils ne peuvent guère qu'observer, et en fin de compte, apporter leur vote à tel ou tel texte produit par des notabilités du parti. Pour le reste, les choses se règlent en tractations de couloirs au gré des opportunités et des ambitions personnelles. Somme toute, un fonctionnement de la «démocratie» fort proche de celui qui régit l'ensemble de la vie politique dans la société bourgeoise, cette société dont le PS entend bien conserver les bases.

François NOLET

Communiqués

● Pour la journée internationale des femmes

Une première assemblée parisienne du Mouvement des Femmes a proposé que s'organise autour de la préparation du 8 mars 1979 une rencontre de femmes témoignant des luttes et de nos expériences le samedi 3 mars 1979.

Il est envisagé pour le 8 mars — Journée internationale des Femmes — une manifestation de nuit.

Pour préparer ces initiatives, tous les groupes femmes et toutes les femmes intéressées se retrouveront à 14 h 30 à la faculté de Jussieu Tour 46 le samedi 17 février prochain.

Le collectif provisoire de préparation du 8 mars (Mouvement des femmes)

● Un pépin de plus pour le monopole : Radio-Clémentine est née

Le 19 février 1979, la première radio libre du Nord-Ouest parisien commencera à émettre à 20 heures, en modulation de fréquence, 95 Mhz.

Pourquoi une radio libre ? Nous voulons permettre l'expression libre de tous, en particulier de ceux qui n'ont jamais la possibilité de s'exprimer sans censure sur les radios officielles, d'État ou non. Nous voulons que ceux qui luttent puissent diffuser leur opinion, nous voulons pouvoir diffuser les informations que l'on passe sous silence parce qu'elles gênent. Nous voulons aussi que la radio ne soit plus sous le contrôle exclusif de l'État et de quelques techniciens de l'Information et de la Distribution, mais que la population puisse accéder à ce contrôle.

Vous pourrez nous téléphoner pendant l'émission. Joignez-vous à nous !

Le collectif Radio Clémentine

● Chômage toujours en hausse

Le ministère du Travail vient de publier les statistiques du chômage pour le mois de janvier. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi est officiellement de 1 256 400 contre 1 218 900 en décembre. Les offres d'emploi se sont raréfiées, passant de 80 600 en décembre contre 79 400 en janvier (toujours en chiffres corrigés des variations saisonnières).

Les régions les plus touchées ont connu, en un an, une augmentation du chômage de 35,1 % pour la Haute-Normandie, de 32,4 % pour la Lorraine et de 31,8 % pour le Nord-Pas-de-Calais.

● Pour l'ouverture d'un second centre d'orthogénie à Amiens

A la suite d'une réunion regroupant près d'une centaine de personnes, un comité pour la liberté de la contraception et de l'avortement s'est constitué à Amiens. Dans une lettre ouverte adressée à M. Lampe, maire (PCF) d'Amiens et président du conseil d'administration de l'hôpital, et à M. Cornillon, directeur de celui-ci, le comité dénonce l'insuffisance des structures existant à Amiens concernant la contraception et l'interruption volontaire de grossesse. Un centre d'interruption volontaire de grossesse existe bien, mais il est enterré dans les sous-sols du pavillon des maladies du sang. Chaque mois, des dizaines de demandes d'interruptions de grossesse sont refusées.

Le comité déclare notamment : «M. Cornillon, pensez-vous que ce qui existe actuellement dans votre hôpital soit suffisant ?

M. Lampe, bien que vous n'ayez pas reçu les lettres en question (réclamant de nouveaux locaux, NDLR), en tant que Maire n'était-il pas de votre devoir de vous soucier des besoins d'un bon nombre de vos administrées ?

Enfin, comment se fait-il que lors du dernier conseil d'administration du lundi 29 janvier, où vous étiez tous deux présents, rien de nouveau n'ait été prévu au budget de l'hôpital pour l'aménagement et le fonctionnement d'un véritable centre d'orthogénie ? Pourtant, les locaux de Saint-Charles viennent d'être libérés, et c'est dans ces locaux qu'il y a de nombreux mois déjà il avait été promis d'installer un centre d'orthogénie (...). Le centre actuellement existant ne peut donc pas répondre à toutes les demandes d'interruption de grossesse et ne peut a fortiori faire face aux énormes besoins de prévention, c'est-à-dire une large information sur la contraception, condition essentielle pour que les demandes d'avortement diminuent (...). Quand le centre d'IVG a été ouvert il y a un an, il était entendu qu'il était installé dans des locaux très provisoires. Ce provisoire a assez duré. Il est indispensable et urgent que soit crée dans des locaux décentes un deuxième centre de planification qui réponde non seulement à toutes les demandes d'interruption de grossesse mais qui soit en mesure de faire une large information sur la contraception et donne aux femmes les moyens de la pratiquer.

A quand des locaux corrects, un personnel suffisant

A quand des locaux corrects, un personnel suffisant, un budget conséquent pour un deuxième centre de planification agréé ? Ceci est de votre ressort. Nous demandons qu'enfin une réponse publique soit donnée à toutes ces questions.

Le comité s'élève par ailleurs contre les restrictions à l'avortement contenues dans la loi Veil.

Le comité, qui se réunit régulièrement, a entamé une campagne de sensibilisation sur ce problème. Il envisage d'organiser des actions pour obtenir satisfaction.

Pour prendre contact :

Comité pour la liberté de la contraception et de l'avortement, 4 rue des Archers, 80 000 Amiens.

● Le PCF au rouet

L'Humanité de ce jeudi publie le texte d'un rapport de Plissonnier sur la préparation des élections cantonales des 18 et 25 mars prochains. Cette campagne sera axée sur les problèmes économiques et sociaux. Le PCF pratiquera le désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé. Rappelons que lors de la campagne des législatives, la direction du PCF clamait que la «discipline républicaine» était à ranger au chapitre des vieilleries au même titre que «le rouet et la lampe à huile».

On semble donc y revenir. Archaïsme, vous avez dit archaïsme ?

ERYTHRÉE : LE SAHEL FACE AUX MIG

Le FPLE multiplie les actions dans tout le pays

En attaquant depuis deux semaines la province du Sahel, une des neuf provinces de l'Erythrée, les agresseurs soviéto-éthiopiens se livrent aujourd'hui à une nouvelle escalade dans leur guerre d'agression contre le peuple érythréen. En effet, le Sahel, province du Nord adossé au Soudan et à la Mer Rouge, donc la province la plus éloignée de la frontière éthiopienne est la plus grande base arrière du Front populaire de libération de l'Erythrée.

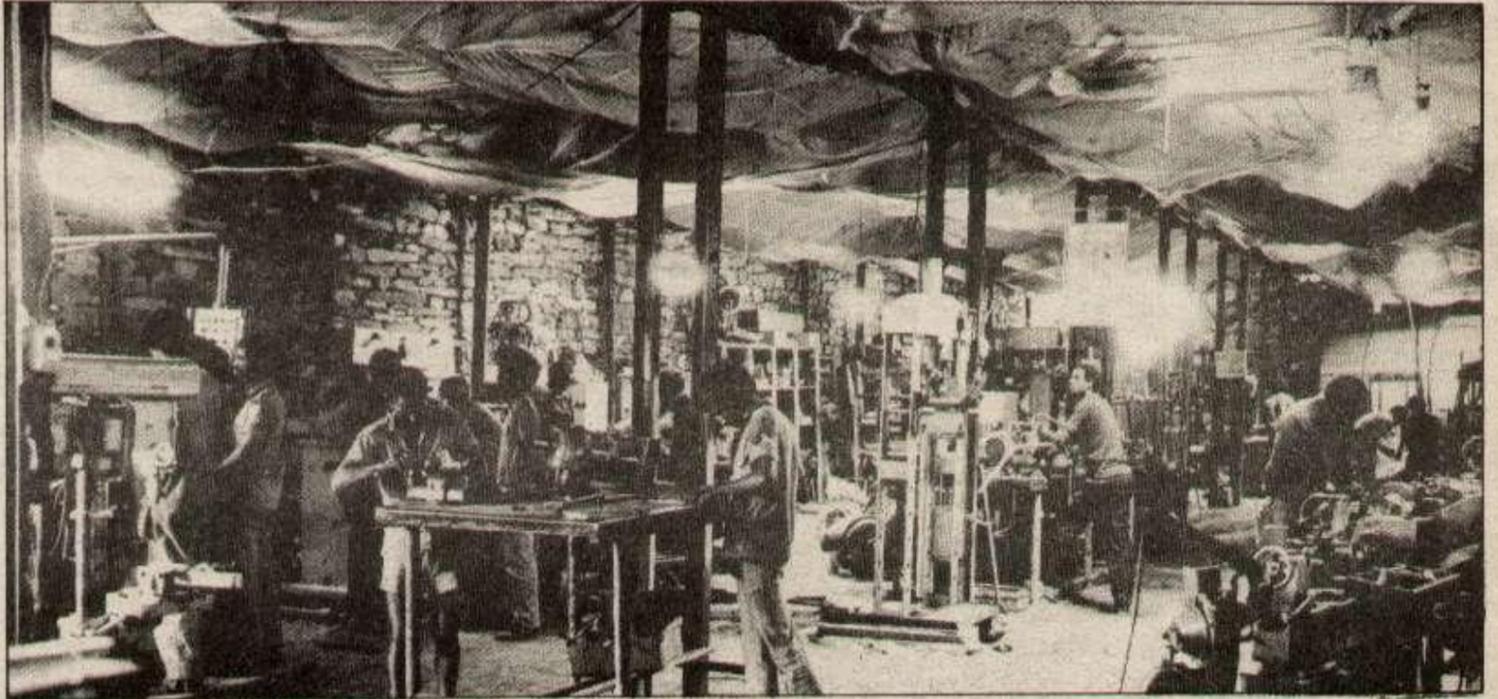
Le calcul fait par le Kramlin semble bien de tenter d'anéantir cette base, pour amener le FPLE à céder. Mais un tel calcul se heurte au déploiement des forces populaires qui conservent l'initiative et lancent actuellement de vigoureuses offensives contre toutes les positions occupées à travers le pays, par les troupes éthiopiennes, y compris autour de l'axe routier reliant Massaoua, le grand port sur la mer Rouge, à Asmara la capitale.

Nacfa, au cœur de la province du Sahel, fut la première ville libérée par les maquisards érythréens, après 15 années de lutte armée, en mars 77 ; ils avaient assiégé la ville durant cinq mois. Depuis cette date, le Sahel était devenu une vaste zone d'accueil pour les réfugiés érythréens du Soudan que le FPLE appelait au retour, compte-tenu des progrès rapides de la lutte, avec l'extension et la consolidation des zones libérées. Des maisons en dur avaient été spécialement construites à cet effet ; les familles qui choisissaient de revenir, recevaient alors nourriture, vêtements, soins, tandis que leurs enfants apprenaient désormais à lire et à écrire. Depuis le début de l'offensive sans précédent, lancée en novembre, et conduite par les généraux soviétiques, le

Une véritable vie nouvelle

Jacques Portier et Eric Le Nouvel, qui ont visité, fin 77, la province érythréenne du Sahel, et dont nous avons publié le reportage dans le QdP (décembre 77), décrivent ainsi ce qu'ils ont vu, au cœur de la province, après avoir passé la frontière Soudan-Erythrée :

«Après plusieurs heures de



Dans les ateliers souterrains, des trésors d'ingéniosité. Ici le plafond est recouvert de parachutes pris à l'ennemi.

Sahel est devenu une zone d'accueil pour les Erythréens fuyant les régions de l'Erythrée les plus soumises aux bombes et au napalm déversé par les MIG 21 et MIG 23, dans le cadre d'une politique de «terre brûlée».

Mais, le Sahel n'est pas seulement une zone de refuge, c'est avant tout une importante base d'appui dans le cadre des zones libérées, qui ont commencé à voir le jour à la fin des années.

L'infrastructure politique, économique et sociale, qui a été mise en place, témoigne de cette politique d'«autosuffisance» dont le FPLE s'est toujours fait un vigoureux défenseur, et qui a permis jusqu'ici au peuple érythréen de conduire sa lutte en toute indépendance, de résister aux pressions et agressions multiples visant à le faire renoncer à son objectif d'indépendance.

circulation en land-rover, dans une campagne verdoyante, sur des routes construites par des équipes de paysans et de miliciens mobilisés par le FPLE, on atteint une zone montagneuse.

Pris en charge par de jeunes miliciens, on commence une marche à travers les fourrés et les rochers, pour atteindre un

camp de toile et de maisons en pierres. On est ici aux avant-postes d'une véritable cité nouvelle, s'étendant sur des kilomètres, avec son hôpital, ses écoles accueillant les enfants de 4 à 10 ans, période de scolarité obligatoire instaurée par le FPLE, ses magasins, sa bibliothèque qui dispose de milliers de volumes, ses prisons aussi où sont regroupés les prisonniers éthiopiens.

Nous sommes là au cœur du Sahel ; ceux qui vivent dans cette

cité sont pour la plupart des combattants et leurs familles. C'est un centre de formation politique comme en témoigne la présence d'un camp de la jeunesse où l'entraînement militaire est combiné à l'éducation politique pour les garçons et les filles.

C'est aussi un centre de production important, exprimant la volonté de ne pas dépendre de l'extérieur pour tout ce qui concerne aussi bien les objets de la vie courante que l'armement.

Une vie souterraine

Plus loin, conduit dans une vallée semi-désertique, on découvre derrière presque chaque bosquet, ou chaque rocher, l'entrée d'un cache, d'une habitation, d'un abri, ou d'ateliers souterrains, dont les premiers ont vu le jour en juillet 75, et où l'on déploie des trésors d'ingéniosité pour rendre utile un matériel divers et même hétéroclite, pris à l'ennemi. Dans les ateliers, il y avait au départ quelques spécialistes, professionnels confirmés, mais la plupart de ceux qui y travaillent, se sont formés sur le tas. L'horaire moyen de travail est d'une dizaine d'heures par jour. Des assemblées générales hebdomadaires fixent dans chaque atelier le plan de travail de la

semaine, tandis que les cadres désignés par le personnel des ateliers peuvent être révoqués par lui.

Des sandales sont fabriquées avec de vieux pneus des véhicules de l'armée éthiopienne, à qui a été également «emprunté» du fil de fer barbelé qui sert à faire des clous. Les parachutes ennemis, lorsqu'ils ne servent pas à tapisser les murs des ateliers souterrains, sont transformés en uniformes ou en vêtements civils, sur des machines à coudre également «récupérées» chez les Ethiopiens. Horlogerie, radio, appareillage électrique, menuiserie, mécanique, la production est très diversifiée. Les machines qui s'y trouvent ont été récupérées dans les villes.

Dans les ateliers d'armes, l'outillage très complet, permet de réparer toutes sortes d'armes, y compris des mitrailleuses lourdes, et de fabriquer sur place des pièces détachées.

De plus en plus d'armes russes chez l'ennemi

Ce qui frappe dans la panoplie des armes en réparation, c'est la grande diversité de leur provenance. Des armes d'origine américaine, héritage d'un passé récent où les Etats-Unis étaient les grands pourvoyeurs d'armes du régime éthiopien, y compris de Mengistu jusqu'en 76. Il y a aussi des armes françaises, belges, britanniques, et israéliennes, puisque les sionistes ont longtemps été un ferme appui du régime éthiopien. Mais, de plus en plus, ce sont les armes soviétiques, est-allemandes ou

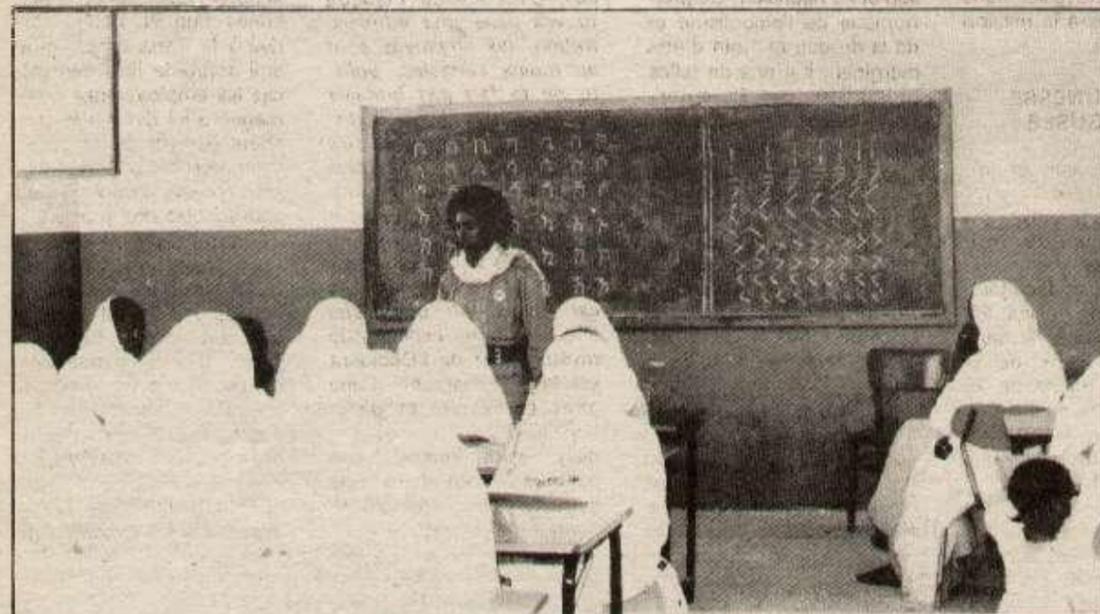
L'URSS augmente la mise

En avril 1978, Mengistu annonce une nouvelle offensive. Il dispose déjà d'un large appui militaire de l'URSS. Dans le même temps, Brejnev espère imposer une «solution politique», c'est-à-dire une «fédération» de l'Ethiopie et de l'Erythrée qui se fait sous «l'autorité morale» soviétique. Tout en poursuivant l'intervention militaire, Brejnev se présente comme «médiateur» tablant sur une division et une capitulation du mouvement de libération érythréen. Mais celui-ci refuse de céder.

En juillet 1978, Mengistu déclenche une nouvelle offensive, mettant en œuvre les armements considérables livrés fin 1977 par le pont aérien soviétique ; le plan a été élaboré avec l'état-major soviétique. Mais l'offensive éthiopienne ne remporte pas de succès décisifs ; malgré quelques points marqués dans le Sud-Ouest, son objectif de reconquête n'a pu être atteint.

Mengistu décide alors de s'aligner plus encore sur l'URSS, en espérant en retour un soutien accru pour sa guerre d'agression contre l'Erythrée. Après l'adhésion de l'Ethiopie au COMECON et la signature d'un traité «de paix et d'amitié» soviéto-éthiopien, l'URSS s'engage directement dans la guerre, en dirigeant l'offensive de novembre. Celle-ci, extrêmement meurtrière, n'a cessé de s'amplifier, comme le montre l'agression actuelle contre la province du Sahel.

tchécoslovaques, prises dans les combats, qui sont en réparation dans les ateliers du Sahel ! C'est l'image même de cet engagement militaire croissant de l'URSS dans la Corne de l'Afrique».



Une école populaire : la sauvegarde de l'identité nationale.

Pétrole

● Les Emirats arabes unis et Qatar augmentent le prix du brut

● Mexique : déconvenue pour Carter

Abou Dhabi et le Qatar viennent d'annoncer leur décision d'augmenter le prix de leur brut de qualité légère, le «murban», de près de 8 %. D'autre part, une réunion extraordinaire de l'OPEP se tiendrait le 26 mars à Londres ou à Genève, pour débattre du relèvement du prix du brut et de la spéculation pratiquée par les compagnies pétrolières. L'Iran

aurait fait savoir aux Etats-Unis qu'elle reprendrait ses exploitations pétrolières dans le courant de l'année. L'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis motive la visite que Carter effectue actuellement au Mexique, où il vient d'être sérieusement malmené par le président de ce pays.

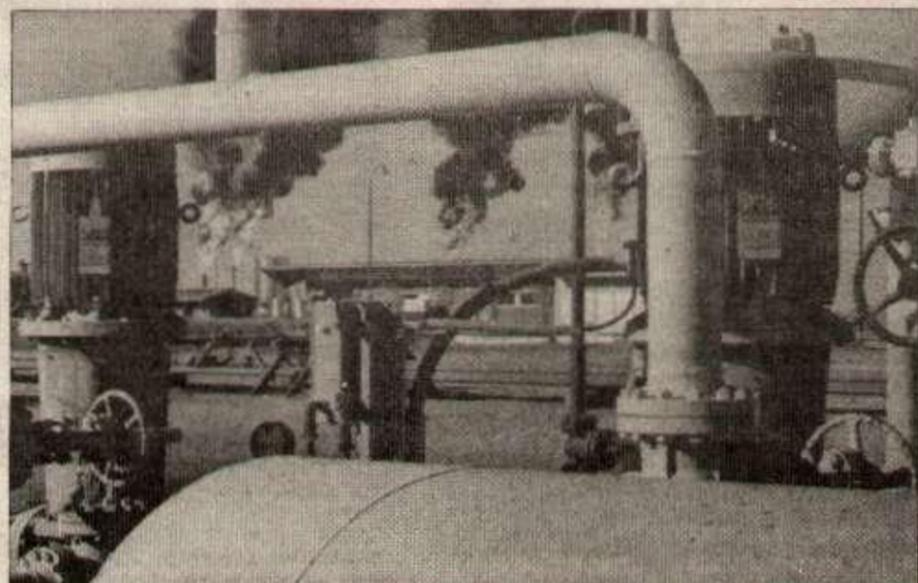
La prochaine réunion de l'OPEP, s'inspirant de la décision des Emirats arabes unis et de Qatar, pourrait décider la hausse du prix du brut, et mettre en place des mesures pour tenter d'endiguer la spéculation qui bat son plein sur toutes les places du marché mondial. En effet, avant que la hausse décidée par Qatar et les Emirats soit connue, le prix du la tonne de brut variait déjà d'une semaine à l'autre de 260 dollars à 320 dollars, selon l'intérêt des spéculateurs. Rendus particulièrement vulnérables par l'arrêt des exportations iraniennes depuis décembre dernier, les économies des pays industrialisés semblent désormais se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement.

A en croire le secrétaire adjoint à l'énergie O'Leary les Etats-Unis seraient «en mauvaise posture» pour faire face à un resserrement de leurs ressources énergétiques dans les prochaines décennies.

ON S'AFFAIRE AUTOUR DU MEXIQUE

Le Mexique est en passe de devenir le premier producteur mondial de pétrole, se plaçant au sixième rang des réserves du monde.

D'où les tractations qui se multiplient entre le Mexique et le Canada, la Grande-Bretagne, la Fran-



ce (Giscard doit effectuer un voyage au Mexique à la fin du mois) et les Etats-Unis qui sont tous intéressés par le pétrole mexicain. Les conseillers de Carter sont formels : la politique américaine envers le Mexique est une question prioritaire. «Pour les Etats-Unis» explique le rapport du Conseil National de Sécurité, «Mexico représente la principale des nouvelles sources d'énergie hors OPEP. Dès 1985, le Mexique pourrait fournir 30 % des importations US, renforçant ainsi la sécurité de l'approvisionnement et compensant le déclin des approvisionnements canadiens et vénézuéliens». Mais le Mexique ne l'en-

tend pas de cette oreille, il n'a pas l'intention de vendre plus de 60 % de ses exportations aux Etats-Unis et veut limiter sa production à 4 millions de barils par jour d'ici 1985 (les américains en rou draient 10 millions). Le Mexique veut ainsi éviter d'épuiser ses réserves trop rapidement.

UNE ATTENTION SOUDAINE

Une autre question divise les Etats-Unis et le Mexique. Ce dernier met comme condition à la vente de son pétrole l'achat par Washington de son gaz naturel, ce que les Américains — qui le payent

2 fois moins cher au Canada — voudraient à tout prix éviter. Alors que la visite de Carter vient à peine de débiter, les contradictions se sont déjà fait jour. Après un accueil plus que réservé au président américain, son homologue mexicain Lopez Portillo n'a pas hésité à lui dire ce qu'il pensait de sa visite : «Le Mexique est soudain devenu le centre d'intérêt des Américains : une attention qui est un mélange surprenant d'avidité, de dédain et de crainte». Déjà confronté aux changements en Iran, Carter a eu du mal à encaisser le choc.

Frank ROUSSEL

CHINE - IRAN

Hua Guofeng (Hua Kuo-feng), en tant que Premier ministre de la République populaire de Chine, a envoyé un message au nouveau Premier ministre iranien Bazargan, où il annonce la reconnaissance officielle du gouvernement Bazargan par la Chine. Hua Guofeng exprime le vœu que «les relations d'amitié sino-iraniennes continuent de se consolider et de se renforcer» sur la base des principes de la coexistence pacifique.

ITALIE : UN DIPLOMATE AMERICAIN PRIÉ DE FAIRE SES VALISES

Un officier de liaison américain, chargé de coordonner les services d'informations américains et italien avait largement dépassé les limites de ses compétences en fournissant à son gouvernement des renseignements sur les services secrets italiens et s'était permis d'apporter ses appréciations sur l'efficacité de ses derniers. Le diplomate qui a bénéficié de complicités élevées dans l'appareil d'Etat italien a été expulsé.

VIETNAM - CHINE

D'après des informations de l'Agence Chine Nouvelle, des agents vietnamiens ont attaqué à plusieurs reprises des trains de la ligne Hekou-Kaiyuan dans la province chinoise du Yunnan les 12 et 13 février.

PAKISTAN

Après la condamnation à mort de l'ancien Premier ministre pakistanais Bhutto, de très nombreux chefs d'Etat du monde entier ont envoyé des messages au chef d'Etat pakistanais pour demander sa grâce.

COREE

Samedi, une réunion doit avoir lieu à Panmunjom entre représentants de la Corée du Nord et de la Corée du Sud. Il s'agit de la toute première étape du processus de réunification de la patrie proposé par la République populaire démocratique de Corée.

NAMIBIE

Les guérilleros de la SWAPO, organisation de lutte du peuple de Namibie ont attaqué dans la nuit du 13 au 14 février la base militaire Sud-africaine de Nkongo.

● Militants PCF contre l'URSS

Mercredi, des militants contestataires du PCF ont occupé quelques temps les locaux de la compagnie aéronautique soviétique Aéroflot à Paris, déployant une banderole sur laquelle on pouvait lire : «Non au racisme, vive le socialisme. Des militants du PCF et de l'UEC». Ils ont déclaré vouloir protester contre «les calomnies et les persécutions dont sont victimes plusieurs nationalités de l'URSS et notamment les Juifs et les Arméniens». Les manifestants ont été expulsés par les gros bras de l'Aéroflot.

Regard sur l'Algérie

Quelques aspects de la vie quotidienne (5)

SCENE DE RUE

Le dépaysement par rapport à la France est énorme. Ici, la vie devient plus intense après le travail. C'est entre cinq heures et sept heures que l'on rencontre le plus de monde. Rien de commun avec les heures de pointes. Les gens se promènent, des hommes pour une grande part. Les cafés sont bondés ; les arcades et les larges trottoirs sont empruntés par des groupes d'hommes bavardant, écoutant leurs transistors, leurs magnétophones. Certains sont assis sur des marches de porches, les plus âgés installés sur des chaises prévues à cet effet.

VIE DE FEMMES

Les cours intérieures sont le domaine des fem-

mes. Elles y passent l'essentiel de leur temps, hormis celles qui travaillent. Les femmes qui exercent une activité professionnelle commencent à être plus nombreuses surtout avec le développement de l'industrie. Officiellement, elles bénéficient des mêmes droits que les hommes, mais la tradition est si peu remise en cause que leurs droits ont en réalité très peu évolué. Voir cette réalité avec des yeux d'occidental, serait ne pas tenir compte du passé historique et culturel du peuple algérien. Le problème que posent les femmes immigrées est différent dans la mesure où l'immigrée, dans tous les aspects de sa vie, subit un choc de civilisation. Il y a le problème de la vie à la maison, avec les multiples attaches familiales au pays, et celui de la société occidentale. Les fil-

les en Algérie, surtout à la ville, peuvent poursuivre aujourd'hui leurs activités scolaires ou travailler sans être enfermées à la maison dès la puberté.

UNE JEUNESSE DESABUSÉE

Un fait nouveau et important dans tout le pays et à Sétif en particulier, est le développement des maisons de jeunes (de même que les lycées et facultés). Le manque de loisirs est un problème de taille dans un pays où 80 % de la population a moins de 25 ans. Dans la ville il n'y a que quatre cinémas toujours pleins, et le marché noir y est actif.

Les jeunes se lassent bien souvent des maisons de jeunes, où tout est bureaucratisé, contrôlé par des animateurs en «mal de pouvoir». Beaucoup de

jeunes s'organisent à plusieurs, sortent de la ville pour s'adonner à la boisson et au hachisch. Ce phénomène de l'alcoolisme et de la drogue est loin d'être marginal ; il a pris de telles proportions que les autorités ferment les yeux, ce qui leur permet notamment de réaliser des affaires juteuses. L'Algérie produit de la bière et du vin. L'alcoolisme étant mal vu, cette espèce de prohibition entraîne une commercialisation plus chère de ces boissons. La bouteille de Sidi Brahim se vend 30 D contre 7 F en France. Rares sont les jeunes qui ne boivent ni ne fument. Lorsque l'on discute avec eux, leurs réponses sont déroutantes : «Ici, il n'y a rien pour les jeunes. On est dégoûté. En France, il y a des dancings et toutes sortes de choses comme cela. Il n'y a pas de dif-

ficultés dans les rapports entre filles et garçons. Les gens ne se connaissent pas, c'est mieux. Lorsque tu vas dans une administration, les employés sont au moins aimables, polis, tu ne te fais pas humilier ou bousculer. Pouvoir disposer de fiches d'état civil ou de papiers comme cela est un droit. Ici, il faut avoir des entrées, graisser la patte. Tu es obligé d'en passer par là, même pour te nourrir. Le pauvre là-bas est mieux loti que celui d'ici». Cette espèce de mystification de l'Occident est la manifestation d'une profonde révolte et d'une impasse contre leur quotidien. Pour remplir son panier, il faut faire une gymnastique impressionnante.

On ne peut qu'être révolté et découragé devant cet état de chose. Un jour je me suis

rendu à Constantine avec un ami, mécanicien dans une société nationale, pour acheter des pièces détachées d'un PL Berliet. Arrivé à la Sonacome*, mon ami donne la liste des pièces les employés ont commencé à lui dire qu'ils n'étaient pas sûr de les avoir. Connaissant la combine, mon ami leur propose d'aller leur acheter des provisions pendant qu'ils chercheraient les pièces. Ils lui ont fourni une liste. Deux heures après, il est revenu avec un couffin très bien garni. Il m'a avoué que jamais il n'avait emmené chez lui un couffin pareil. Il a obtenu ses pièces : quelques bricoles en une journée.

Tout cela n'est qu'un aspect du lot quotidien du peuple.

Nadjib BENHAD

A LIVRES OUVERTS

Ceux qui savent et ceux qui sont réduits à zéro



Vient de paraître

L'IRAN CONTRE LE SHAH.

Par Ahmad Farougy et Jean Loup Reverier aux éditions J.C. Si-moën

Ahmad Farougy, 40 ans, cinéaste et journaliste iranien résidant en France et J.L. Reverier, journaliste à l'Unité analysent les raisons qui poussent le peuple iranien à braver les canons du Shah pour exiger la chute de ce régime détesté.

AUTOPSIE D'UNE RUPTURE, LA DÉSUNION DE LA GAUCHE

Par François Lonclé aux éditions J.C. Si-moën.

Secrétaire national du Mouvement des Radicaux de gauche, responsable de la délégation de ce parti lors des travaux d'actualisation, François Lonclé analyse l'échec du 23 septembre 1977.

CLASSES LABORIEUSES ET CLASSES DANGEREUSES

Par Louis Chevalier aux éditions Pluriel

Une réédition en poche de l'œuvre de 1958. Une étude de la criminalité dans le Paris du début du 19^e siècle faite remarquablement par un historien et démographe à la fois.

TALISMANO

Par Abdelwahab Meddeb aux éditions Bourgeois.

Le premier roman de cet écrivain tunisien.

QdP : Ce livre est le fruit d'une recherche entreprise par un groupe d'ouvriers de la métallurgie sur le « cancer aux mille ramifications » qu'est le mépris qu'à l'usine « manifestent ceux qui conçoivent et commandent à l'égard de ceux qui exécutent ». Quelle a été ton impression après la lecture du livre ?

C. — Je trouve que ce livre est criant de vérité. Cela fait onze ans que je travaille dans des boîtes et ce « mur du mépris » c'est bien ce qu'on vit chaque jour. D'ailleurs, pour moi, ce titre a un double sens. D'abord le patron, avec toute la structure qui l'entoure, c'est un véritable mur qui ne peut ni t'écouter ni te comprendre. Ensuite, c'est un mur qui te méprise parce qu'il ne pense qu'à son

intérêt, qu'à son profit.

QdP : A ce propos, qu'est-ce que tu penses de l'étude des différentes attitudes du patron au Comité central d'entreprise ?

C. — C'est détaillé, fouillé et précis. L'attitude du patron change selon les réunions. Tour à tour, il se fout de ta gueule, ou t'invite à la collaboration de classe avec des phrases du style : « Qu'est-ce que vous feriez si vous étiez à ma place ? » Il y a dans ce livre des portraits de patron très réussis ! Et à la fois on voit bien que le C.C.E. n'est utilisable qu'à condition de créer un rapport de forces au sein de la boîte.

QdP : Et puis il y a le mépris des blouses blanches...

C. — Tu as beau être qualifié, pour les chefs, tu es le dernier des cons, tu es réduit à zéro. Ils modifient le plan de la machine ou la machine elle-même sans prévenir. Tout se fait sur le dos de l'ouvrier. Ça m'a fait rire quand j'ai lu l'exemple de la panne sur une machine parce que ça m'est déjà arrivé : il n'y a qu'à citer les phrases du livre : « La semaine dernière, une machine est tombée en panne. Une panne difficile à trouver. Le directeur vient voir, quelques ingénieurs aussi. Autour de l'engin, ils forment un petit groupe de consultants, ils discutent. Dans un coin, le régleur observe ; il pousse du coude un copain : « Tu vas voir... » Effectivement, on voit... Le patron s'en va le premier, puis un ingénieur file à droite, d'autres par là. A la fin, il n'en reste plus qu'un qui s'approche du régleur : « Faites pour le mieux ». Le bouquin insiste sur cette organisation capitaliste du travail, cloisonnée, hiérarchisée, divisée entre les manuels et puis ceux qui savent et qui ne retrouvent jamais leurs manches.

QdP : Du point de vue de l'ambiance en général dans l'usine ?

C. — Ce qui me semble très juste, c'est la description des ateliers : des lieux clos faits pour ne pas voir l'extérieur. En opposition, il y a les bureaux avec de grandes baies vitrées, peu de bruit, où les manuels ne se sentent pas à l'aise, parce que tu te sens seulement toléré. Et puis le pointage et ce sentiment d'oppression que tu as dès que tu as passé la barrière. Finalement, je crois que par la précision et l'abondance des détails, c'est un livre d'ambiance. Parce qu'on baigne dans cette atmosphère de mépris.

Propos recueillis par Michèle ROUX

La contestation dans le PCF à travers les livres

Au-delà des discussions internes, au-delà des articles publiés dans divers journaux, plusieurs contestataires ont éprouvé le besoin d'approfondir leur point de vue, et surtout de le faire connaître largement. Ces livres, à leur manière, sont partie intégrante de la préparation du 23^e congrès.

Sorti avant les élections de mars 1978, le livre de Yves Molina et Alain Vargas *Dialogue à l'intérieur du PCF* (éditions Maspéro) reste d'actualité. Au cœur de l'ouvrage, l'absence de démocratie interne au PCF, vue par deux militants qui sont parmi les plus actifs oppositionnels. Dans la même lignée, il faut rappeler *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste* d'Althusser (éditions Maspéro). Il s'agit du recueil des articles publiés par Althusser dans *le Monde* au mois d'avril. Même si la situation a quelque peu évolué depuis, le livre situe ce que sont les positions althusseriennes dans le PCF aujourd'hui, et surtout, là encore, le fonctionnement interne.

A l'opposé des thèses althusseriennes, on trouve Jean Ronay, collaborateur de *France Nouvelle*, et tenant des positions du PCE et de « l'eurocommunisme ». Dans *Trente ans de parti* (éditions Bourgeois),

Rony raconte son passé de militant, et par là même éclaire quelques aspects intéressants du passé récent du PCF. Un autre collaborateur de *France Nouvelle* a écrit un livre « critique » : il s'agit de Maurice Goldring, auteur de *L'accident* (Editions sociales). Goldring lie dans son livre un accident survenu à sa fille et l'échec de la gauche, les deux événements s'étant produits en même temps, et ayant tous les deux, à des niveaux différents, provoqué un traumatisme chez l'auteur. Si les trois précédents ouvrages ont été superbement ignorés par *l'Humanité*, *L'accident* a eu droit à une critique somme toute positive...

RUE DU PROLÉTAIRE ROUGE

(Editions du Seuil)

D'une toute autre facture est le livre de Nina et Jean Kehayan. Il s'agit maintenant d'un « classique » de la contestation. Un autre ouvrage traite de l'URSS, et donc de l'attitude que prend le PCF à son égard. Il s'agit *Deux printemps*, de Raymond Jean (éditions 10/18). C'est un roman, écrit en 1971, qui traite en parallèle du printemps de Prague et du « printemps » de Paris, mai 68. L'intérêt essentiel réside dans la préface rédigée par Raymond Jean pour la réédition du livre il y a quelques

semaines. Cette préface s'apparente assez précisément aux thèses elleinsténiennes.

Dernier ouvrage en date ; le pamphlet-fiction de Guy Konopnicki, *Vive le centenaire du PCF* (éditions libres/Hallier). Ce n'est pas là un livre d'analyse, ni même un récit. C'est de la franche rigolade ; c'est aussi la preuve que le rire peut être une arme. Les déboires du PCF en l'an 2 020, la fête de l'Humanité, qui est un plein succès même si les élections de 2 018 (qui ont vu une consolidation des positions du PCF) n'ont pas permis à la gauche du fait-du-virage-à-droite-du-PS, les péripéties de Roland Lempereur, nouveau directeur de *l'Huma*, tout cela fait rire.

La liste des livres de la contestation n'est pas close. Plusieurs contestataires ont des projets. Les réactions nombreuses et positives des militants de base à l'appel des 300, ou au livre des Kehayan, pourraient faire l'objet d'ouvrages. Ceux-ci pourraient faire l'objet d'ouvrages. Ceux-ci pourraient faire l'objet d'ouvrages. Ceux-ci pourraient faire l'objet d'ouvrages.

N.D.

La vie moderne

Une classe de sixième d'une grande banlieue ouvrière de province nous envoie une poésie qu'elle a composée collectivement. La « patte du prof » a été très modeste :

*La mer s'en est allée
Sur le sable mouillé
Et les algues salées
Laisant des crustacés
Sous l'eau
les poissons morts
La marée devient
noire*

*La lampe dans la mine
Dehors les immigrés
Dans la rue
le chômage
Dunlop fait
des progrès
Les usines
qui polluent
Nucléaire destructeur*

*Les chemins
caillouteux
Deviennent grandes
rues
Ces si vertes prairies
Reconstruites
en gratte-ciel
Les cinglés de la ville
La cigarette aux lèvres*

*Sous les toits
de la ville
Les lumières
dans la nuit
Dans l'ampoule
c'est l'éclat
Néons spots
et bougies
Des escaliers roulants
Des jeux
électroniques*

*Au comptoir
de la drogue
La drogue de la mort
Les prisons
encombrées
Les crimes dans la ville
Dans ces gens
une haine
Le soir des femmes
violées*

*Le journal quotidien
Le cinéma du coin
Un enfant crève
de faim
Le soldat a tué
Le bébé qui est né
La chirurgie qui blesse*

*La brise du matin
Soulève ses cheveux
fins
Vers elle je tends
la main
Dans les yeux l'amitié
Du cœur sortent
des mots
En Iran c'est la mort*

*Ciel bleu,
Terre gonflée
Mer chauffée
homme brûlé
Dans le soleil ardent
Le cœur d'un inconnu
S'ouvre grand
sur la rue
A la vue d'une femme*

*La fraîcheur de la nuit
La pluie mouille
les passants
Discrète marguerite
dans les cheveux
d'ébène
A six heures du matin
Le beau soleil éclate*



Depuis dix jours maintenant télévision et radio ne diffusent plus que le programme minimum. Dès l'annonce du plan de licenciements décidé par leur nouveau PDG Clermont-Tonnerre, le personnel de la SFP s'est mis en grève avec occupation, bientôt rejoint par les personnels des six autres sociétés issues de l'ex-ORTF, solidaires: 754 licenciements, 778 même selon les syndicats, ce serait, à en croire Clermont-Tonnerre, la note à payer pour redresser la situation financière de la SFP. Cette société d'Etat, mais de droit privé, n'est pas censée faire des bénéfices mais dans la logique de la loi d'août 74 démantelant l'ORTF, elle ne doit pas non plus faire de déficit: or le déficit comptable global de la SFP depuis janvier 75 se monte à près de 250 millions. Erreurs de gestion? Sans doute. Mais le mal est plus profond: la crise de la SFP était inscrite en filigrane dans la loi de 74.

Par Claude ANCHER

En devenant le premier PDG de la Société Française de Production en janvier 1975, Jean-Charles Edeline, ex-PDG de la Société de distribution UGC-Gaumont, se trouve à la tête de la quasi totalité des moyens de productions de l'ex-ORTF: sept studios aux Buttes-Chaumont (Paris 19^e), trois studios à Joinville-le-Pont, deux salles publiques à la Maison de la Radio, un centre de reportage vidéo-mobilité à Issy-les-Moulineaux et Meudon, un laboratoire film à Cognacq-Jay; le matériel lourd: film, vidéo fixe, vidéo mobile; une partie de la vidéo légère; enfin un personnel ouvrier, technique et administratif d'environ 3 000 personnes.

APRES 1974...

Mais par rapport à 1974, la situation est radicalement différente. La production était une partie de l'ensemble ORTF et à ce titre ses ressources venaient de la redevance. Son travail était assuré «la maison commandant à la maison», les productions extérieures (sociétés privées) ne jouant qu'un rôle marginal. La SFP, elle, est devenue une société anonyme de droit privé qui doit assurer, à terme ses ressources seules, en somme être rentable. D'ici là, des contrats dégressifs la lient aux sociétés nationales de programme (TF 1, A 2 et FR 3), qui lui assurent le financement d'une partie de ses charges: 90% en 75, 75% en 76, 60% en 77, 45% en 78 et

Dans ces conditions, Edeline avec un bel «optimisme» s'affirme décidé à créer en cinq ans

trois sources de revenus pour la SFP: un tiers venant des chaînes nationales, un tiers du secteur cinématographique, le dernier tiers venant du marché des «nouveaux produits audiovisuels» (cassettes, vidéodisques, ...). Ce programme ambitieux va vite se révéler un fiasco.

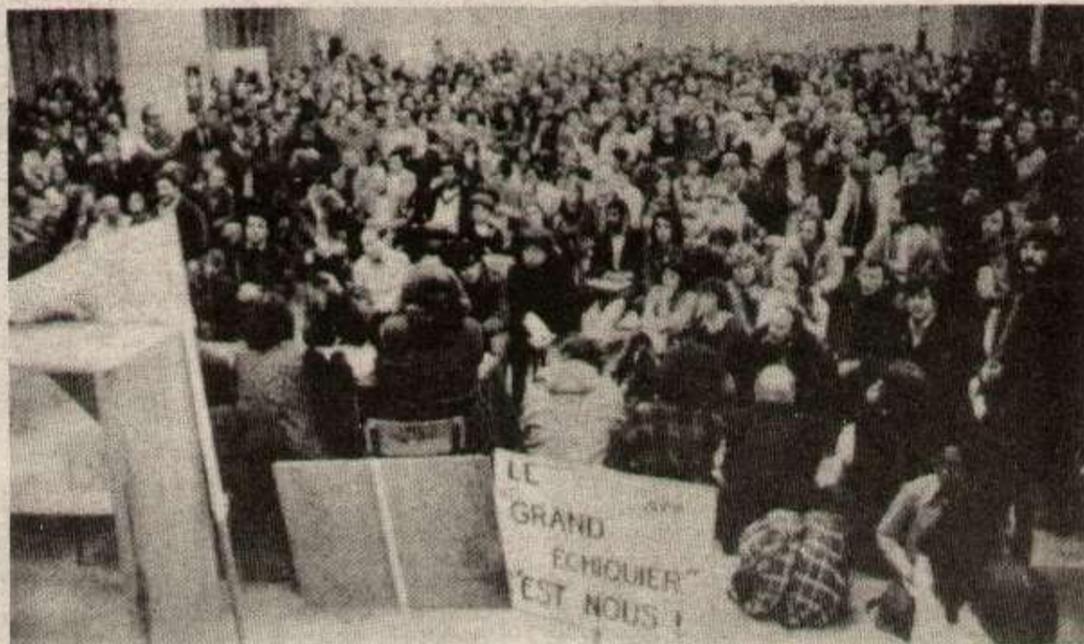
Dans le cinéma, la SFP investit, de 75 à 78, 29 millions dans 28 films. Sur ce total, les rentrées de recettes commerciales n'atteignent que 9 millions de francs.

Le marché des nouveaux produits s'avère inexistant (il commence juste à naître aujourd'hui). Une expérience de vidéo-transmission en 77 grève le budget de la SFP de 4 millions.

Quant aux relations avec les chaînes de programme, elles sont particulièrement difficiles. Incitées par la loi de 74 à se faire une concurrence acharnée, les chaînes n'ont qu'un mot d'ordre: compétitivité. Aux productions élaborées, et coûteuses de la SFP, elles préfèrent naturellement celles des sociétés privées, de moindre qualité, d'aucune des garanties acquises par celui de la SFP et doit travailler dans des conditions difficiles. Moins chers aussi, les films ou les séries américaines diffusées dans le monde entier. Moins chères enfin les productions propres aux chaînes, réalisées avec du matériel léger: on prend une table, on fait un débat sur n'importe quoi et voilà une heure d'antenne qui ne revient pas cher.

Mais ce n'est pas tout. Loin d'être planifiées sur l'année, les commandes des chaînes se font

A LA SFP, LES LICENCIEMENTS ÉTAIENT PROGRAMMÉS DES 1974



Une assemblée générale aux Buttes-Chaumont

au coup par coup; après des périodes de creux c'est brusquement la «surchauffe», au point que la SFP ne peut honorer certaines commandes qui passent alors au privé.

LA SFP, VACHE A LAIT DU SECTEUR PRIVE

Paradoxe supplémentaire: dépossédée d'une partie de son travail par les sociétés privées, la SFP se voit obligée de venir à leur aide. Au départ, ces sociétés sont souvent «un bureau, un gars et deux dactylos». Le personnel et le matériel, où le trouver sinon à la SFP elle-même! La SFP devient ainsi de plus en plus une société de prestation de services plus que de production. Le cercle vicieux s'aggrave: des commandes échappent à la SFP parce qu'au moment où elle devrait les réaliser, ses studios sont loués à une société privée!

Malgré cette situation intenable, Edeline continue à voir grand. Il achète et équipe à grand frais la salle de l'Empire. Gaspillage énorme; la salle doit être refaite à deux reprises: à la première livraison, seul le «tape-à-l'œil» est réussi; par contre le son reste à faire et il faut refaire le sol, parce que la salle est inclinée à l'envers! Rêvant d'un Hollywood, Edeline projette la construction d'un grand complexe audio-visuel à Bry-sur-Marne. Seul le Studio 2 000 est pour l'instant construit. Là encore, gaspillage: il faut casser le sol qui a été bitumé à tort, les passerelles manquent de solidité; faute d'argent, des caravanes tiennent lieu de loges, tous les techniciens et ouvriers travaillent dans l'entassement.

On pourrait parler aussi de la «cellule-pilote» chargée de dénicher de nouveaux marchés, mais qui a fonctionné sans donner de résultat. A sa tête, un certain Jean Drucker, que Clermont-Tonnerre, pas rancunier, vient de nommer directeur général de la SFP.

Les emprunts (80 et 150 millions) contractés pour financer l'Empire et des studios de Bry-

Le nouveau PDG, Clermont-Tonnerre: «le sauveur» n'a pas les mains propres

Comme M. Bertrand Labrusse, Antoine de Clermont-Tonnerre est un ancien de l'ENA. Mais la ressemblance s'arrête là. A la différence de son prédécesseur, le nouveau PDG de la SFP a en effet participé de très près au démantèlement de l'ex-ORTF: il était alors chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat André Rossi, responsable de l'élaboration et de la mise en place de la réforme de l'ORTF. En 76, il est chargé, au cabinet de Raymond Barre, des problèmes juridiques et techniques de l'information et de l'audio-visuel. Enfin en avril 78 il devient conseiller pour les problèmes de culture et de communication. Il est aussi administrateur de la SOFIRAD, société mixte où l'Etat est majoritaire, qui contrôle Europe 1, RMC, et Sud-Radio.

C'est cet homme-là qui ose se présenter aujourd'hui en «sauveur» de la SFP...

Le programme minimum, clause antigreve

Depuis une semaine, la grève de l'ensemble des sociétés de radio-télévision se traduit non par la suppression totale des émissions mais par l'instauration du «programme minimum», assuré par du personnel «requis». Ce programme minimum, considéré à juste titre par les personnels comme une clause anti-grève, a été prévu par l'article 26 de la loi du 7 août 1974, qui a consacré l'éclatement de l'ex-ORTF: «en cas de cessation concertée du travail, la continuité» des missions de la radio-télévision «doit être assurée par l'établissement public de diffusion et par les sociétés nationales de programme».

— Radio-France doit diffuser de la musique et des émissions enregistrées ainsi que trois journaux d'information à 8 heures, 13 heures et 19 heures.

— Sur TF 1 et Antenne 2: les journaux de la mi-journée et de 20 heures. FR 3 est la seule à maintenir le journal de fin de soirée. Sur les trois chaînes, les programmes débutent à 19 h 20.

— TDF (diffusion): service de 0 à 24 heures (ondes longues), de 7 h 30 à 22 h (France-Culture) de 7 h à 24 h (France Inter). Arrêt des émissions télévisées à 22 h 05 (FR 3), 22 h 20 (TF 1) et 22 h 30 (A 2).

sur-Marne n'ont pas contribué à arranger les affaires de la SFP. Cela ne fait pas de doute.

DERNIER ACTE

Mais on l'a vu, le problème de fond n'est pas là. En transformant un organisme public à vocation «culturelle» en multiples sociétés régies par la concurrence, la loi de 1974 portait en germe la situation actuelle. Coupé artificiellement du secteur

programmation, le secteur production s'est trouvé étranglé. C'était si prévisible que le rapporteur habituel du budget radio-télévision, Joël Le Tac (RPR) ne pouvait l'ignorer et ne pouvait faire autrement que de le répéter depuis 74. Si prévisible qu'il est difficile de parler d'«erreur». N'est-il pas symbolique que ce soit un des responsables de la loi de 74 qui vienne aujourd'hui achever le processus de liquidation de la SFP?

Du «plan de redressement» au plan de licenciements

«Licencier d'entrée de jeu cinq cents personnes ou plus à la SFP ne résoudrait pas les difficultés de la société; cela pourrait même, paradoxalement, les aggraver davantage encore».

Ces paroles ne sont pas d'un syndicaliste de la SFP mais de Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, dont dépend la radio-télévision. Elles datent de novembre 1978, alors que Bertrand Labrusse, conseiller référendaire à la Cour des Comptes était, depuis le 13 octobre, PDG par intérim de la SFP (Jean-Charles Edeline — en congé pour raisons de santé — ne s'est décidé à démissionner qu'en janvier 79). Concernant les effectifs, M. Labrusse envisageait une diminution d'environ 400 personnes sur trois ans par le biais de départs à la retraite, normaux ou anticipés, départs volontaires vers d'autres sociétés ou positions spéciales).

En écartant Labrusse et son «plan de redressement» — augmentation des commandes des chaînes, économies de gestion, modification de l'organisation du travail — et en faisant élire le 15 janvier un homme de confiance de Barre, le gouvernement a finalement décidé de ne pas prendre plus de gants à la SFP qu'il ne l'a fait pour la sidérurgie.

Le plan de Clermont-Tonnerre prévoit 424 licenciements immédiats. Par le biais de départs tels que reclassements, cessations anticipées d'activités, congés sans solde ou démissions, c'est 130 agents en 1979, 100 en 1980 et 100 autres en 1981 qui doivent également quitter la SFP, soit au total une diminution de 754 personnes en trois ans: le quart des effectifs actuels! Ce sont surtout les personnels dits de «production» qui sont touchés: 180 sur 424.

PUISSANTE MOBILISATION POUR LE 16 FÉVRIER

Longwy : la journée du 16 a commencé à 0 h

- Grandes surfaces bloquées
- Routes barrées
- L'union départementale occupée

Vendredi 9 h

Jeudi, à minuit, un groupe de sidérurgistes CFDT, accompagné de très nombreux journalistes, commençait les barrages sur les routes pour arrêter les poids lourds, et convaincre leurs conducteurs de se rendre sur les parkings des deux supermarchés de Longwy : l'Euro-marché et le Supermarché Rond Point. La très grande majorité des routiers se pliait de bonne grâce à ces injonctions, et une fois leurs camions garés devant les supermarchés, de telle sorte qu'ils bloquaient les entrées, les routiers étaient invités à se rendre au siège de l'UIS de Longwy, afin de se restaurer, et entendre les explications sur le sens de la lutte des sidérurgistes de Longwy. La très grande majorité d'entre eux faisait preuve de compréhension. Une fois l'Euro-marché et le

Rond Point bloqués, aussi à l'aide de caddies, le groupe de militants se rendait au centre ville, et faisait garer des camions devant le Prisunic et devant la Société Générale, sur le trottoir, afin d'en interdire l'accès, ceci pour protester contre le fait que ces grandes surfaces ne voulaient pas fermer vendredi. Dès 5 heures du matin, dans le bassin de Longwy, des barrages étaient disposés sur les routes. Certains ont connu une affluence très massive de sidérurgistes. Au barrage de la route Longwy-Paris, par exemple, des pneus ont été brûlés en assez grand nombre, ce qui faisait un spectacle impressionnant. Durant toute la nuit, la police n'a osé intervenir à aucun moment, compte tenu du rapport de forces existant dans la région. Vers 8 h 45, des militants et sidérurgistes CFDT envahissaient l'UML, l'U-

nion Métallurgique de Longwy au centre ville de Longwy-Bas, afin de l'occuper et d'en faire un forum permanent, toute la journée. Des panneaux ont été apportés, sur la lutte des résidents des foyers Sonacotra, sur la lutte des sidérurgistes bien sûr, sur Radio S.O.S. emploi, sur la question du chômage... Une restauration abondante a été prévue. Pour sa part, la CGT, qui poursuivait l'occupation de l'ANPE commencée jeudi en début d'après-midi, avait transporté au début de la nuit une lingotière, (qui sert à couler l'acier en fusion). Cette lingotière, bien que d'un volume restreint, pèse, dit-on, 6 tonnes. De multiples autres actions étaient prévues dans la journée. Nous en rendrons compte dans notre prochaine édition.

François MARCHADIER

Valenciennes : Place d'armes depuis 7 h

Vendredi 9 h

Dès 7 heures du matin, régnait une certaine animation place d'Armes, la place de Valenciennes où la manifestation doit se terminer, au centre ville. Des militants CFDT sont là depuis 7 heures, avec une camionnette. Ils ont installé des banderoles et des affiches, des photos pour retracer la mobilisation de ces derniers jours ; on peut lire : «CFDT Usinor Trith : 2 000, patron, tu ne trouves pas que c'est assez ? Nous voulons vivre et travailler au pays». La plupart des organisations professionnelles, syndicats, associations de parents d'élèves ont appelé à la grève, qui est quasiment totale. Par ailleurs, des engins antiémeutes ont été ame-

nés au poste de douane sur l'autoroute près de Valenciennes, d'après un responsable CFDT d'Usinor. 2 500 CRS sont stationnés dans les casernes de Landrecois et de Quesnoy, deux localités proches de Valenciennes, depuis mardi. Sans compter les flics qui sont stationnés dans les casernes de Valenciennes. Une campagne se développe ce vendredi matin dans les journaux contre de prétendus «agitateurs». Le journal *La Voix du Nord* titre dans son édition de vendredi matin : «Les manifestations qui se déroulent aujourd'hui dans le Nord, sont à la fois l'aboutissement d'un processus de l'escalade, et peut-être le signal d'une reprise en main des travailleurs par

les organisations syndicales». Le dénommé Hannart, président du CISE (Comité Interprofessionnel Social et Economique) a déclaré jeudi à Tourcoing : «Devant la somme de difficultés à traiter, il est normal que la région exprime son inquiétude. Elle peut le faire par des manifestations de masse. Mais ces méthodes d'expression sont à double tranchant. Le danger existe que l'inquiétude soit récupérée par certains dans des buts qui n'ont rien à voir avec le progrès de la région. Il y a un risque de débordement extrasyndical...». Vendredi matin, les militants CFDT ont diffusé des tracts dans les écoles de Valenciennes.

SOMMAIRE

P. 2
Revue des revues
P. 4 et 5
«Contraires au sein du peuple». Aujourd'hui : Des journaux locaux, de quartiers, pour quoi faire ?

P. 8 et 9
Notre reportage : «La Loire veut vivre»
P. 10
Sciences : une aventure de trois millions d'années
P. 12
Erythrée : le Sahel face aux MIG

P. 14
A livres ouverts
P. 15
Télévision : à la SFP, les licenciements étaient programmés depuis 1974.

Conférence de presse présidentielle

GISCARD : BREJNEV EST UNE COLOMBE !

Parmi les autres points abordés

- Une conférence Euro-Arabo-Africaine
- Sidérurgie : «concilier» l'inconciliable

Initialement prévue sur le seul sujet de la politique internationale, la conférence de presse qu'a tenue Giscard jeudi après-midi s'est finalement terminée par une évocation des problèmes de la sidérurgie ! Il y a là un raccourci saisissant des problèmes qui sont ceux de la bourgeoisie française aujourd'hui : comment dissocier la situation internationale de la situation intérieure, et surtout comment prendre en compte à la fois les pressions extérieures et la pression des travailleurs de notre pays.

Les conférences de presse ne sont pas le champ d'action privilégié de la diplomatie, et il ne fallait pas attendre de Giscard des prises de positions nouvelles. Il a simplement rappelé ce qu'étaient les grandes options de l'impérialisme français dans la période.

Depuis la dernière conférence de presse traitant des sujets internationaux, plusieurs éléments nouveaux sont intervenus sur la planète, qui, tous, gravitent autour de la rivalité des deux superpuissances, de l'agressivité du social-impérialisme, et donc des dangers de guerre.

LA «DETENTE»

La question a été posée à Giscard. Sa réponse illustre bien l'inconséquence de la bourgeoisie française : «Je considère que les dirigeants de l'Union soviétique sont des dirigeants attachés à la paix et qui

n'ont aucunement l'intention d'entreprendre ou de déclencher une action militaire susceptible d'affecter l'Europe de l'Ouest. C'est leur état d'esprit. Je les connais et c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous pratiquons avec eux la politique de la détente».

Derrière l'assurance du propos, Giscard a fait état de la même attitude conciliante, voire louvoyante, dans d'autres domaines : ainsi il est prêt à aider la République populaire de Chine à «maintenir son droit national à la sécurité», mais il ajoute aussitôt qu'il ne saurait être question de «compromettre pour cela les bons rapports avec l'URSS».

DIALOGUE NORD - SUD : PAS DE PROGRES

Giscard se présente comme l'initiateur de la conférence Nord-Sud. La

question lui a été posée de savoir où en était ce dialogue : le Président de la République a précisé qu'une réunion d'ensemble devrait avoir lieu au printemps, «dans le cadre des Nations-Unies». Il a dû reconnaître que sa grande ambition de voir construire un ordre économique nouveau «n'avait pas connu de progrès sensibles».

Malgré cela, Giscard envisage de prendre une nouvelle initiative : président en titre du Conseil européen, pour six mois, il rencontrera prochainement le président de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA). A l'issue de cette rencontre, il entend proposer une rencontre entre les dirigeants européens, africains, et ceux de la Ligue arabe. Les difficultés énergétiques des pays occidentaux ne sont bien sûr pas étrangères à cette nouvelle initiative giscardienne.

L'EUROPE : LE «BON CHOIX»

Parlant de l'Europe, Giscard s'est situé autant par rapport à ses préoccupations de politique intérieure que par rapport à la politique internationale. S'il a répété son souhait de voir mettre en place «une Europe confédérale», il a surtout attaqué «ceux qui

mènent une campagne insupportable qui tendrait à laisser accrédi-ter l'idée qu'à l'heure actuelle les intérêts de la France seraient incomplètement et insuffisamment défendus». La question précédente venait de Pierre Charpy, de la *Lettre de la Nation*...

Suivant une attitude déjà connue, Giscard n'interviendra pas dans la campagne électorale européenne ; il se contentera de fixer le «bon choix». Pour lui, l'élection au suffrage universel du parlement européen n'a d'autre but que de «donner un contenu démocratique aux traités existants». Il est vrai qu'avec des députés élus au suffrage universel, les décisions antipopulaires du parlement européen pourrissent avoir le vernis de la pseudo «volonté populaire».

Si l'on excepte l'Europe, et pour une part le dialogue avec l'Afrique, Giscard a donné l'impression d'être une sorte de commentateur de la situation internationale, donnant son avis, montrant sa connaissance des problèmes, mais sans avoir de prise réelle sur les grandes évolutions. En l'occurrence, l'impression correspond bien à la réalité.

N.D.

Giscard et les sidérurgistes

Le cas de la sidérurgie me paraît tout à fait démonstratif d'une situation dans laquelle il y a deux attitudes qui sont également compréhensibles, qui sont également justifiées et qui ne se rencontrent pas...

La première attitude, c'est celle des dirigeants, des pouvoirs publics ou des entreprises qui aperçoivent la nécessité d'une réorganisation profonde de notre outil de production sidérurgique. Ils l'aperçoivent parce que ceci s'est passé partout ailleurs et que, notamment, de grands pays producteurs ont été conduits à réorganiser profondément leur outil sidérurgique ; parce que, d'autre part, si nous ne le faisons pas, nous condamnons alors l'ensemble de ce secteur qui va connaître une vie financière et d'emploi de plus en plus difficile, le menant finalement à une situation de désastre ; et enfin parce que la situation telle qu'elle est appelée de toute façon une action (...). Les deux grandes entreprises françaises ont, au cours de cette année, payé un peu plus de quatre milliards de salaires et elles auront en même temps connu environ trois milliards six cents millions de déficit. Vous percevez que c'est une situation qui ne peut pas durer. D'un autre côté, il y a le point de vue des travailleurs. Ces travailleurs vivent dans des régions difficiles, le haut pays lorrain, telle ou telle partie de la région du Nord. Ce sont des régions auxquelles des efforts particuliers ont été demandés dans le passé, ce sont des travailleurs qui ont travaillé plusieurs dizaines d'années dans ces entreprises où il y a eu fort peu de conflits sociaux et qui appartiennent à une des traditions ouvrières authentiques de qualité française et à qui l'on vient dire tout à coup, au terme du énième plan de redressement de la sidérurgie : «Vous serez licenciés». On comprend leur désespoir, on comprend leur fureur... Est-ce que ces deux points de vue peuvent se rencontrer ? Il faut qu'ils se rencontrent (...). Il faut faire preuve d'imagination (...). Il faut que l'imagination et je dirais une sorte de générosité sociale, permettent à ces deux raisonnements de trouver un terrain commun (...).